

SEANCES DU JEUDI 17 JUILLET 1986
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 17 JUILLET 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant des dispositions fiscales.

Rapports de commissions. Chapitre I, II, IV et V. — Discussion (reprise). — *Orateurs*: MM. Minet, A. Geens, de Clippele, Mme De Pauw-Deveen, MM. Laverge, Friederichs, Taminiaux, Kenzeler, Hotyat, Eicher, p. 1819.

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Wetgeving):

Ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

Commissieverslagen. Hoofdstukken I, II, IV en V. — Bespreking (hervatting). — *Sprekers*: de heren Minet, A. Geens, de Clippele, mevrouw De Pauw-Deveen, de heren Laverge, Friederichs, Taminiaux, Kenzeler, Hotyat, Eicher, blz. 1819.PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Seeuws, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Seeuws, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 25 m.

De vergadering wordt geopend te 19 u. 25 m.

PROJET DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES

Reprise de la discussion de rapports

ONTWERP VAN WET HOUDENDE FISCALE BEPALINGEN

Hervatting van de bespreking van verslagen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi portant des dispositions fiscales par la poursuite de l'examen des rapports relatifs aux chapitres I, II, IV et V.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen met de voortzetting van de bespreking van de verslagen die betrekking hebben op de hoofdstukken I, II, IV en V.

La parole est à M. Minet.

M. Minet. — Monsieur le Président, je prendrai comme point de départ de mes réflexions une méditation sur les articles 15 et 117, particulièrement exemplaires, à mon avis. L'importance de ces deux articles n'échappera pas à l'observateur attentif et informé, donc à chaque parlementaire.

Hélas, pour le profane, l'arbre ne révélera l'amertume de son fruit qu'à l'heure où, loin de la rumeur des stades, loin de l'enivrement d'un quelconque *Mundial*, de l'émerveillement devant les musculatures déchaînées du tour cycliste du moment, il se consacrera à l'examen fatidique de sa feuille d'imposition et se livrera, dans l'angoisse nocturne, à la navrante comparaison de son revenu et de ses impôts.

Parcourons l'article 15. La meilleure manière de le comprendre n'est-elle pas de voir ce que deviendra l'article 87ter du Code des impôts, si vous êtes, monsieur le ministre, comme Panurge, suivi par les vôtres ?

Son paragraphe premier est un préliminaire formel. L'ajout est anodin d'allure; mais, comme le ciel rougeoyant à l'Occident par soirée de beau temps, il fait déjà redouter le pire. Dès l'alinéa premier, en effet, des éclairs menaçants zèbrent un ciel subitement ténébreux et le doute n'est plus permis: la tempête sera dure; et la foudre s'abat aussitôt sur celles et ceux qui, demain, seront prépensionnés.

Quelle amputation de leurs moyens d'existence subiront-ils ? M. le ministre, à la page 88 de l'excellent rapport de nos éminents collègues MM. De Clercq et Hatry, veut bien nous en donner l'illustration à partir de ce qu'il désigne ici, si joliment, du vocable « d'hypothétique exemple ». Si l'isolé prépensionné — et qui n'a d'autre revenu que de ce fait — perçoit en 1986 350 000 francs à ce titre, il en verra plus de 13 000 emportés par la « furie des éléments déchaînés ». Et pour 400 000 francs, en voilà plus de 30 000 happés par la tourmente. Ajoutons-y les additionnels communaux.

Voilà, pour sa victime une morsure qui n'a rien, elle, d'hypothétique; d'autant qu'on peut penser, l'espace d'un instant à l'ébranlement de nos finances municipales, et jusque dans leurs fondements. Et pour peu qu'elle veuille continuer à assurer à la population les indispensables services qui sont sa mission naturelle, l'institution municipale, mortellement atteinte dans ses moyens, ne devra-t-elle pas se résoudre à augmenter encore les additionnels communaux faute d'autre remède ?

L'alinéa 2 adapte le précédent quand il s'agit de revenus imposables constitués partiellement par pensions, revenus de remplacement et pré-pensions. En effet, la tempête a ceci de juste qu'elle frappe d'égale mesure l'ensemble de la moisson, qu'elle soit homogène ou provienne du semis d'un mélange.

Je passerai rapidement sur les alinéas suivants. En effet, au sujet de ce redoutable paragraphe 2, on peut dire: *in cauda secundum venenum*.

Ainsi, selon l'exemple qui n'est pas, cette fois-ci, qualifié d'hypothétique, et que le ministre donne lui-même en page 34 du rapport de MM. De Clercq et Hatry, les dispositions suivantes seront appliquées. Un montant égal à l'impôt dû par un contribuable n'ayant aucune personne à charge, sur un revenu imposable égal aux dix neuvièmes de celui visé au 1^{er}, sera appliqué en ce qui concerne les indemnités légales d'assurance en cas de maladie et d'invalidité. L'isolé qui n'a d'autre revenu que celui dont il est ici question supportera, pour 400 000 francs d'indemnité perçue, un prélèvement de 2 000 francs; et pour 450 000 francs, une ponction de plus de 5 000 francs auxquels, inutile piment dans un bien noir brouet, s'ajouteront les inévitables additionnels communaux.

Or, en 1983, plus de 70 000 indemnités se trouvaient rien que dans cette tranche qui va de 350 à 450 000 francs de revenu. C'est dire l'impact de ces mesures. Elles viennent frapper ceux que la maladie a déjà rendus

plus dépendants et plus vulnérables, dont le budget est considérablement affecté par les dépenses médicales, pharmaceutiques, paramédicales et d'hospitalisation; ceux-là justement que plonge dans la hantise du lendemain la situation précaire de leur santé; ceux-là qui se savent visés par les théories « friedmano-thatchériennes » de certains beaux esprits qui ont l'oreille de nos ministres.

Selon ces théoriciens de salon — que la fortune met sans doute à l'abri de la pauvreté, leur assurant, « en cas de malheur », cliniques luxueuses et cohorte de médecins renommés à leur chevet —, il conviendrait d'imposer au malade ordinaire une franchise dans le remboursement des soins de santé. Ce n'était sans doute pas assez que la fatalité de leur destin leur inflige de cesser toute activité professionnelle, les charge des fardeaux les plus lourds, les force à recourir aux aides de toutes sortes et à de coûteux choix ou arrangements de leur logement et les prive de toutes ces facilités dont le bien portant reste, lui, l'heureux bénéficiaire. Il fallait donc pour ces jolis messieurs, économistes en chambre, et pour vous, monsieur le ministre, qui êtes trop sensible — comme je l'ai déjà dit — à leur chant de sirène, que vous vous attaquiez davantage encore aux plus malheureux des nôtres.

Mais il n'est tempête qui ne succombe dans la sérénité retrouvée. Il n'est tumulte des flots qui, enfin, ne s'apaise. Il n'est dureté qui ne devienne un jour douceur. Ainsi, il y a bientôt deux siècles, Beethoven, votre modèle, je le crois, dans la composition de ce projet monumental — tel le Christ calmant à la fin le déchaînement de la vague — éteignait l'ardeur et la violence de la tempête pour épancher dans une mélodie fraîche et pastorale ce qu'il nomma « des sentiments joyeux et reconnaissants après l'orage ». Ainsi voulez-vous ponctuer cette partie de votre sympathie en cent vingt mouvements — que vous nous conviez à applaudir aujourd'hui — par une mélodie plus suave encore et plus rassurante, souriante et séductrice. A moins que nos collègues ne s'accordent en majorité à l'opinion discordante de MM. De Smeyster et de Wasseige.

En effet, les Belges dont le revenu imposable dépasse 1 200 000 francs verront maintenu le principe de la réduction fiscale tel qu'il fut établi en 1984, alors que vous pouviez facilement, monsieur le ministre, devant la détresse de nos finances, le supprimer. Pour ceci, vous connaîtrez ce rare bonheur qui nous vient d'une bonne et généreuse action. Quelle reconnaissance ne vous en sera-t-elle pas acquise ?

J'en viens, monsieur le ministre, à l'article 117. Il s'agit de la cotisation spéciale décidée en 1983 et frappant les personnes dont le montant net des revenus imposables globalement dépasse 3 millions, soit 25 p.c. de la tranche de 3 à 5 millions, et au-delà, 10 p.c. du revenu imposable.

Corrigeant ces dispositions en 1984, le législateur décidait, entre autres, de prendre en considération les revenus mobiliers non compris dans la déclaration annuelle, ainsi que de lever une cotisation complémentaire sur les rémunérations à charge du secteur public, pour peu qu'elles dépassent 5 millions de francs.

On peut d'abord penser que rares seront nos concitoyens qui seront, demain, précipités dans les affres de l'angoisse par une non-indexation de ces seuils, le jour où il leur arriverait, par bonheur et par extraordinaire, de constater que leurs revenus dépassent la barre des 3 millions de francs. J'en connais plusieurs qui en seraient des plus heureux.

Armé de tous les pouvoirs et devant la maladie chronique de nos finances, ne pouviez-vous généraliser la retenue de 25 p.c. sans la limiter à 5 millions ?

Cette disposition, ainsi formulée, aurait dû vous réjouir, vous qui êtes hanté, jour et nuit, je n'en doute pas, par le spectre de la dette publique. Je vous entends déjà nous assurer, monsieur le ministre, que le souci qui vous habita fut celui de l'équité et de la justice et que, par ces historiques dispositions, vous entendiez traiter chacun, riche ou pauvre, de la même manière, tel Salomon, dans son immense savoir, arbitrant la plainte devant lui des deux célèbres prostituées.

Nouveau Salomon, mieux que le lys des champs, vous vous revêtez de sagesse. Vous ordonnez à votre administration: « Apportez l'épée. » Vous nous dites: « Apportez vos revenus. » Comme le voulait faire Salomon, vous les tranchez en deux parts — Salomon dont l'Ecriture nous dit « la renommée s'étendant à toutes les nations d'alentour » ou encore que « tous les rois de la terre jusqu'à Saba avaient oui parler de la sagesse » —, mais vos mesures ne mettent pas chaque contribuable sur le même pied. Tel gagne, par sa fortune, un million, il en garde les trois quarts; tel autre l'obtient par son travail, on lui en prend presque la moitié.

Pourquoi ? Comment justifier ces injustes sacrifices ? Certains ont répondu à cette tribune, chacun à sa manière. Je devine cependant une autre explication, et trop négligée jusqu'ici dans nos réflexions. Nos

sacrifices trouvent sans doute, je le veux croire, pour une part importante au moins, leur justification dans la fiévreuse solidarité internationaliste qui pousse nos dirigeants actuels à soutenir, par nos efforts, les milieux bancaires internationaux dont nous savons que, plus que terre aride et brûlée, ils manquent désespérément de liquidités.

Larmes de joie, hier, dans les chaumières misérablement blotties à Wall Street, pleurs d'allégresse dans les taudis de la City, quand le malheureux financier transnational rentrant, au soir d'une dure journée et d'un dur labeur, cria à son épouse malade qu'il ne peut soigner, à ses enfants enguenillés et affamés, la bonne nouvelle qui, une fois de plus, venait de Bruxelles. Il avait lu, comme vous et moi, dans la réputée chronique boursière d'un journal réputé de notre capitale, et qui conserve son franc parler: «La situation catastrophique des finances belges n'a pas empêché la RTT d'aller solliciter, une fois de plus, les marchés internationaux, cette fois, pour quelque 100 millions de dollars. Un emprunt qui doit servir à en rembourser d'autres, plus anciens et plus coûteux, (...) mais le taux de 10 p.c. offert pour cet emprunt à trois ans n'a en pas moins surpris les observateurs assidus des marchés obligataires internationaux où l'on pratique des taux de l'ordre de 8 p.c., actuellement, sur le billet vert. Mais dans la mesure où les obligations sont représentées en coupures de 250 000 dollars, rares sont ceux qui pourront profiter de l'aubaine.»

Le principal de votre action, monsieur le ministre, est incontestablement un choix idéologique et une volonté politique.

Elle demeure de mettre en place patiemment et d'appliquer systématiquement un savant dispositif de désintégration des moyens d'existence de la majorité de nos concitoyens. Les prétextes? La rigueur et l'assainissement. Le bénéfice? Pour une poignée de privilégiés.

Votre ardeur à réduire les moyens d'existence des citoyens les moins favorisés — la majorité des nôtres —, votre empressement à entourer de vos préventions, à combler de vos largesses, les minorités aisées, ici ou ailleurs, poussent ce pays un grand pas plus avant sur le triste chemin de la pauvreté.

Votre action est contraire à la justice. Je doute fort que la reine, dans sa lointaine et arabe Saba, entende jamais, par renommée, vanter votre sagesse. Jamais elle ne viendra à vous, je le crains, ni pour déposer à vos pieds l'hommage de son admiration, ni pour éclairer, à vos lumières, sa méthode de gouvernement, ni non plus comme il est cependant écrit au premier livre des Rois, «pour vous éprouver par énigme». (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer André Geens.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, op dit late uur betreed ik deze tribune met enige schroom en met veel vragen rondom de zin van dit alles, geleert op het beperkt aantal aanwezige collega's van de meerderheid. Toch kunnen wij deze gelegenheid om verschillende redenen niet laten voorbijgaan. Ten eerste, omdat wij hier na de algemene uitzetting over het eerste onderdeel nog een aantal dingen willen zeggen en ten tweede, omdat wij na het antwoord van de minister verleden dinsdag op een vrij laat uur te hebben gehoord. Het was kwart voor elf zodat elke repliek bijna uit den boze was omdat iedereen vlug naar huis wou. Wij willen deze gelegenheid te baat nemen om enkele verklaringen van de minister recht te zetten.

Eerst zou ik even willen blijven stilstaan bij hoofdstuk II dat in zijn beperktheid omgekeerd evenredig is met zijn belang. Bij de algemene uitzetting zijn wij uitvoerig ingegaan op het aspect van de bijzondere machten vervat in dit ontwerp. Aangezien andere collega's hier ook reeds bij herhaling zijn ingegaan, hoefden wij hierop vandaag niet terug te komen.

Opdat geen misverstand zou bestaan, wil ik vooraf onderstrepen dat wij er in geen enkel geval van verdacht mogen worden tegenstander te zijn van een aanvullende privé-pensioenregeling. Maar afgezien daarvan lijkt het ons totaal onaanvaardbaar dat dergelijke formule met bijzondere machten wordt geregeld. Mijnheer de minister, als ik goed ben geïnformeerd — en dat gaat u rechtstreeks aan —, dan hebt u zelf in de Kamer verklaard dat het beter zou geweest zijn het pensioensparen — laten we het maar bij deze ongelukkige term houden — in te voeren met een normale parlementaire procedure, omdat dan een technische beredenering of een technische analyse en, wie weet, een consensus de goedkeuring van een ontwerp zou voorafgaan. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*) Wanneer de fractieleider van de CVP in de Kamer toegeeft dat er binnen de meerderheid geen consensus bestaat over de vorm van dit pensioensparen, dan hebben wij de reden van de noodzaak van bijzondere machten ontdekt.

Wanneer de minister van Justitie in zijn brutaliteit hier boudweg heeft verklaard dat het om een politiek akkoord ging, dan zijn alle andere argumenten nutteloos en nodeloos en is elke discussie overbodig.

De heer Luyten. — Zeer juist.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, wij zijn bevreesd voor de doorbreking van de solidariteit. Wanneer een bijkomende pensioenregeling, hoe sympathiek ook, wordt veralgemeend, dan vrezen wij dat op een bepaald ogenblik een regering ertoe verleid zou kunnen worden de wettelijke pensioenen af te schaffen, te verlagen of anderszins te oriënteren en bepaalde groepen uit te sluiten. Mijnheer de minister, dit gevaar bestaat. Wij weten niet welke waarborgen door dit ontwerp van bijzondere machten zullen worden gegeven en wij kennen de modaliteiten niet. Vandaar onze gereserveerdheid.

Ik voeg daar nog één aspect aan toe. Wij zijn voorstander van de bevordering van het risicodragend kapitaal en van een zekere vorm van aanvullende pensioenvorming. Maar wij begrijpen niet waarom men deze twee zaken combineert. Begrijp ons niet verkeerd. Wij vinden beide systemen waardevol en belangrijk. Zij moeten worden onderzocht in het geheel van de sociaal-economische gegevens waarmee wij heden worden geconfronteerd. Het doel van de combinatie van de beide componenten ontgaat ons. Vandaar onze reserves. Vandaar onze bedenkingen bij dit artikel.

Wij blijven echter hopen. Wij denken altijd aan de woorden van Willem van Oranje en hopen dat misschien op het laatste ogenblik de Heilige Geest over de regering zal neerdalen en dat de regering dan dit artikel uit het ontwerp zal schrappen. We hopen ook dat ze dan van oordeel zal zijn dat het beter is dit ontwerp na grondige discussie tot stand te brengen, wat zovele collega's hebben gevraagd, ook van de meerderheid, zij het niet in deze assemblee. Dergelijke wettelijke bepalingen moeten in klaarheid en openbaarheid tot stand komen en niet in de duisternis van de bijzondere machten.

Mijnheer de Voorzitter, u zult antwoorden dat het Parlement het laatste woord heeft omdat het over dit ontwerp moet stemmen. Wij weten allemaal dat dit een lachertje is zolang het huidige systeem blijft bestaan en een regering niet naar huis kan worden gestuurd omdat zij haar werk niet goed heeft gedaan. De meerderheid in dit Parlement moet de regeringsontwerpen slikken of de regering wegzenden. Zolang deze onheuse situatie blijft bestaan, is het argument van de minister niet geldig. De meerderheid riskeert het wellicht niet de regering te laten vallen over een dergelijk ontwerp.

Mijnheer de Voorzitter, wij hopen dat u onze bekommernis juist begrijpt. Wij vinden dat deze zaak niet door bijzondere machten kan worden geregeld. Het principe lijkt ons aantrekkelijk, evenwel zonder de twee aspecten in dit ene ontwerp te combineren. Ook de heer Cooreman heeft daarstraks verklaard dat het in ieder geval nooit zijn bedoeling is geweest deze twee aspecten in één ontwerp te combineren.

Het is natuurlijk zeer moeilijk een logisch geheel te ontdekken in hoofdstuk I. Wij zijn dus verplicht een korte commentaar te geven bij diverse artikelen afzonderlijk.

Eerst is er de afschaffing van het optiestelsel. Mijnheer de minister, ik weet dat het over een beperkt aantal dossiers gaat, ongeveer 4 000. Na uw uitzetting in de commissie, de degelijke uitleg die daar werd verstrekt en de diepgaande discussie die daar heeft plaatsgevonden, zijn wij ervan overtuigd dat de maatregel positief is. Ik ontken dat niet. Wij kunnen de essentie van deze maatregel goedkeuren. Wij zouden graag nog een paar ophelderingen krijgen, niet om een oordeel te vormen over dit artikel maar om zekerheid te krijgen voor degenen die ermee worden geconfronteerd. Een hoge ambtenaar van Financiën heeft er mij in een toevallig gesprek op gewezen dat het voor hem, zelfs na het lezen van het verslag van de Senaat, niet helemaal duidelijk was.

Wat gebeurt er met de reserves die zijn opgebouwd in een vennootschap die onder het optiestelsel viel en die wordt omgevormd van een BVA tot een NV? Het oorspronkelijke ontwerp is ietwat aangepast, maar er blijven onvoldoende garanties dat dubbele belasting is uitgesloten. Er zijn geen overgangsmaatregelen. Men kan volgens de huidige wet een optie nemen voor drie jaar. In het ontwerp staat niet uitdrukkelijk vermeld wanneer de keuze ophoudt te bestaan. Heeft men de optie vorig jaar genomen, dan geldt ze theoretisch ook voor de volgende twee jaar.

Bestaat de optie nog voor de volgende twee jaar of oordeelt u dat het optiesysteem bij het van kracht worden van deze wet niet meer bestaat? Ik had graag nog enige verduidelijking hierover.

Aan het principe van artikel 7 wens ik niet veel aandacht te besteden. De uitleg in de commissie lijkt me voldoende te zijn; het verslag is

trouwens duidelijk. Maar dit artikel is een typisch voorbeeld van de ondoorzichtigheid en de verwijzingen in de fiscale wetgeving.

Een van onze fundamentele bekommelingen moet zijn het aantal wijzigingen jaar in jaar uit en de daaruit voortvloeiende referenties te beperken. Hoe is het mogelijk dat wij in deze tijd van perfecte apparatuur voor tekstverwerking bij de werking van het Parlement en de administraties nog steeds worden geconfronteerd met referenties zonder daarnaast automatisch uitgeprinte definitieve tekst? In de privé-sector zou onze werkwijze ondenkbaar zijn.

In de algemene uiteenzetting van dinsdag hebben we gesproken over de mogelijkheden van het ministerie van Financiën, de ambtenaren, de belastinginspecteurs, de ontvangkantoren, en de mogelijkheden waarover ze zouden moeten beschikken inzake informatisering, automatisering en dergelijke. Over dit aspect heeft u in uw antwoord niets gezegd.

Artikel 8 schaft de aftrekbaarheid van de sociale voordelen af. Ook daarover hebben wij in de algemene bespreking gesproken. De heer Moens heeft daartoe een uitdrukkelijk voorbeeld gegeven van omzeglingsmogelijkheden. In de commissie heb ik erop gewezen dat u, evenmin als uw belastingcontroleurs, geen vat heeft op het ontwijken van de sociale uitgaven en het « verplaatsen » van de sociale uitgaven naar algemene bedrijfsuitgaven. Men kan het systeem — en de heer Moens heeft dat zeer goed geschetst — gemakkelijk ontwijken door sociale uitgaven onder te brengen bij de algemene uitgaven. Dit is echter niet mogelijk voor enkele zeer specifieke onderdelen, zoals bijvoorbeeld, de maaltijdcheques. Dat zal men dan op een andere manier moeten oplossen.

Anderzijds geven wij graag toe, mijnheer de minister, dat wij tevreden zijn omdat u is ingegaan op onze suggestie om een aantal sociale voordelen die eigen zijn aan het sociaal leven van de vennootschap te blijven erkennen als bedrijfslast. Ook wat dat betreft, rekenen wij erop dat de onderrichtingen ter zake duidelijk zullen zijn. In een eerste opwelling dachten wij dienaangaande een amendement in te dienen. Wij hebben dat echter niet gedaan omdat wij u toch een zeker vertrouwen gunnen. U hebt uw woord gegeven en wij rekenen erop dat u dat gestand zult doen. Ik wil er ook nogmaals op wijzen dat u verklaard hebt dat op bladzijde 49 van het verslag de Franse tekst en niet de Nederlandse de juiste is.

Zo kom ik tot artikel 10, 1°, dat ertoe strekt de tenlastelegging van de verliezen van de vennootschap te beperken.

Dit artikel werd verbeterd na bespreking in de commissie door het inbouwen van de voorwaarde dat de gestorte som door de vennootschap ook moet worden gebruikt om de verliezen te dekken. Ik blijf er echter bij, mijnheer de minister, dat het systeem, zoals het nu wordt ingevoerd, gemakkelijk kan worden omzeild, ook met de toevoeging van deze voorwaarde. Ik heb in dit verband contact genomen met een ambtenaar van de administratie van Belastingen die dertig jaar ervaring heeft en een tamelijk hoog niveau heeft bereikt in de administratie. Hij heeft mij gezegd dat de 500 miljoen die u met deze maatregel beoogt, niet zal worden gehaald om de eenvoudige reden dat ontwijkend mogelijk blijft.

Men kan immers als werkende vennoot een deel van zijn loon niet opnemen en vastleggen op een rekening-courant waardoor er een schuld ontstaat van de vennootschap ten voordele van de vennoot. Wanneer de vennootschap verlies lijdt, kan diezelfde vennoot via zijn privé-bezit dat verlies aanpassen en dat bedrag aftrekken van zijn belastbaar inkomen. Wanneer dan, al dan niet dank zij een bepaalde operatie, de zaken beter gaan, kan hij na verloop van tijd, via het tegoed op zijn rekening-courant dat geld opnieuw opnemen. Het systeem waarin u voorziet, is niet waterdicht. Volgens de betrokken ambtenaar zal de 500 miljoen waarvan u spreekt dan ook zeer waarschijnlijk niet worden geïnd.

Artikel 11 heeft betrekking op de aftrekbaarheid van de bijdragen voor arbeidsongeschiktheid. Dit artikel wordt voldoende verduidelijkt in het verslag. Tot besluit van het artikel lezen wij echter onder b: « ... tot een door de Koning vast te stellen grens ». Hiertegen hebben wij, zoals ook de Raad van State trouwens, enig bezwaar. De Raad van State is van oordeel dat door dit artikel aan de Koning permanent en zonder restrictie de bevoegdheid wordt verleend om het aftrekbaar gedeelte van bepaalde aan een ziekenfonds gestorte bijdragen te beperken. Deze beperking zal gevolgen hebben voor de vaststelling van de belastbare grondslag van de inkomsten en moet derhalve, overeenkomstig artikel 110 van de Grondwet, door de wetgever en niet door de Koning worden vastgesteld. Wij begrijpen niet waarom de regering heeft gemeend hier de Koning de bevoegdheid te moeten geven en niet de wetgever. Graag vernamen wij van de regering welke de argumentatie is om het op deze manier op te lossen en niet op de manier waarop het volgens de Grondwet zou moeten gebeuren.

In artikel 12 wordt verwezen naar artikel 56 waarin sprake is van twee soorten woningen, volgens de Huisvestingscode. Hier rijst het probleem van de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten. Sinds de wet op de staatshervorming — en huisvesting ressorteert onder de Gewesten — heeft elk Gewest een eigen omschrijving gegeven van de verschillende soorten woningen. Kan u mij uitleggen, mijnheer de minister, hoe het vanuit juridisch oogpunt verantwoord is dat in een nationale wet wordt verwezen naar decreten van de Gewesten? Hoe dan ook ontstaat hier een discordantie. Immers, een nationale wet grijpt in op bepalingen die verschillen van Gewest tot Gewest. Graag kreeg ik enige uitleg over dit precieze onderdeel.

Artikel 13 handelt over de aftrekbaarheid van de lonen van huisbedienden en van hypothecaire interesten.

Opnieuw hebben wij hier inzake het principe weer weinig problemen. Er werden verschillende verduidelijkingen gegeven. U hebt verwezen naar een bepaalde studie die is verschenen. Ik kende ze, maar heb ze ondertussen opnieuw ingekeken. De voorwaarde die erin wordt vermeld om het succes te boeken dat u vooropstelt, komt niet helemaal overeen met de bepalingen die in deze wet zijn ingeschreven. Ik begrijp wel dat u bepaalde remmen hebt ingebouwd. Ook hebt u gezegd dat het om een experiment gaat. Er zou echter duidelijk moeten worden gestipuleerd dat indien het experiment niet lukt, de grenzen dan moeten worden verlegd. Ik vrees dat de 60 pct. aftrekbaarheid voor inkomens van minder dan 1,5 miljoen — inkomensgrens die de meeste van onze landgenoten niet overschrijden — niet voldoende is.

Een bijkomend positief element is weliswaar dat de sociale bijdragen zullen worden betaald door de Staat en niet ten laste zullen vallen van de werknemers. Het moet een nuloperatie worden voor de werkgevers én voor de Staat, wat natuurlijk moeilijk te verzoenen is.

Ik vestig er uw aandacht op dat de overheid er rekening moet mee houden dat de sociale kost van een werkloze voor de Staat oploopt tot 600 000 frank. Ik begrijp best dat de overheid niet dit gehele bedrag als tegemoetkoming kan geven, dat lijkt mij overdreven, maar zij moet zich erover bezinnen welke prijs, welke tegemoetkoming, zij wenst te geven om de tewerkstelling te bevorderen. Dit geldt trouwens niet alleen voor dit onderdeel van het ontwerp.

Ik kom tot een eerste punt in het ontwerp dat in dit verband zou moeten gewijzigd worden, een detail waarover ik niet lang zal uitweiden omdat wij in de commissie uitvoerig van gedachten hebben kunnen wisselen, namelijk de voorwaarde waaraan de werkloze moet voldoen: ten minste zes maanden uitkeringsgerechtigde volledig werkloze zijn, wat reeds een verbetering is tegenover de oorspronkelijke voorgestelde termijn van één jaar. Heel wat leden van de meerderheid zijn het met mij eens dat deze voorwaarde nutteloos is. Wil men resultaten boeken, moet men er vooral op letten dat elke werkloze van deze mogelijkheid kan profiteren. Misschien heeft de minister ondertussen de gelegenheid gehad om hierover nog eens te praten in de regering. Het lijkt mij principieel zeer belangrijk dat de voorwaarde om ten minste zes maanden uitkeringsgerechtigde volledig werkloze te zijn, wordt geschrapt.

Ik begrijp dat de regering een rem heeft willen inbouwen maar volgens mij volstaat de eis uitkeringsgerechtigde volledig werkloze te zijn. Dit zou de kans op succes vergroten, wat toch de bedoeling van de regering moet zijn.

Het tweede punt van dit artikel waarop wij in de commissie de aandacht van de minister hebben gevestigd is het feit dat in de milieus van de zelfstandige arbeiders en de zelfstandige beroepen enige ongerustheid heerst omtrent de invoering van het stelsel van de huisbediende onder fiscaal interessante voorwaarden. De minister heeft in de commissie gezegd dat dit zeer ruim moet worden geïnterpreteerd wat de taken betreft die hij of zij op zich kan nemen. Deze ongerustheid is misschien niet helemaal ongegrond omdat wie een huisbediende aanwerft, deze misschien onder meer taken oplegt die hij vroeger liet uitvoeren door een kleine zelfstandige, meer in het bijzonder bijvoorbeeld sommige onderhoudswerken. Vandaar dat wij pleiten voor de fiscale aftrekbaarheid van kleine werken uitgevoerd door een zelfstandige of een KMO.

Het amendement dat wij hebben ingediend gaat volgens ons niet ver genoeg maar wij willen tegemoetkomen aan de beperkingen die de regering heeft ingevoerd voor de huisbedienden. Wij hebben de drempel verlaagd: voor de kleine werken stellen wij een minimum van 50 000 frank en een maximum van 200 000 frank voor, daarbij de voorwaarden behoudend voor inkomen en grenzen van aftrekbaarheid zoals bij de huisbedienden.

In zijn antwoord heeft de minister gezegd dat ons voorstel het risico inhoudt een circuit van facturen in het leven te roepen maar de minister weet toch wel dat er reeds vandaag voor particulieren, bijvoorbeeld voor

de mensen die bouwen, een systeem bestaat waarmee men probeert dit tegen te gaan. Er zijn de codes op de BTW-fakturen. Een andere methode zou misschien kunnen zijn — hoewel ik deze niet a priori aanbeveel — het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken. Controle is mogelijk op voorwaarde — altijd hetzelfde probleem — dat de administraties en inspecties uitgerust zijn met de adequate informatica-apparatuur waarover men op het ogenblik kan beschikken.

Een derde element dat wij graag ingeschreven zouden zien, is de aftrekbaarheid, zo mogelijk tot een hogere grens, voor de kosten van kinderopvang. Het is vooral in die sector dat er een mogelijkheid is tot bijkomende tewerkstelling. Ik ken gezinnen waar men samen uit werken gaat, die 8 tot 10 000 frank per maand betalen aan onthaalmoeders. Dat is momenteel niet fiscaal aftrekbaar. Indien men deze mogelijkheid uitdrukkelijk zou omschrijven — de minister heeft in de commissie gezegd dat kinderopvang ook onder het stelsel huisbediende kan vallen, dat ontken ik niet — en indien de grenzen zouden wegvallen, zit daar wellicht muziek in en kan hier bijkomende tewerkstelling worden gecreëerd. Vandaar ons bijkomend amendement dat wij te gepasten tijde zullen verdedigen als dat nog nodig mocht zijn.

Binnen dit kader vallen ook alle maatregelen in verband met de bouwsector. Wij hebben daarover dinsdag gesproken en wij willen niet in herhaling vervallen. Wij zullen alleen spreken over het nieuwe element dat vandaag tot uiting is gekomen inzake de vernieuwbouw en waarvan wij de inhoud onvoldoende kennen. U kunt ons ter zake misschien even toelichten, mijnheer de minister.

Ik zou het zeer op prijs stellen mocht u zeggen binnen welke bepaalde grenzen de toepasbaarheid van deze maatregel ligt. Hoe zit het nu precies, na de beslissing die gisteren is genomen, met de bedoelingen van de regering? Tot welke grens kan men 6 pct. genieten en is de grens van maximaal 800 000 frank nog van toepassing? Kan men het voordeel van die 6 pct. BTW bij vernieuwbouw combineren met de mogelijke aftrekbaarheid van hypotheaire renten of niet? Een duidelijk antwoord op deze vraag is belangrijk voor de toepassing van de wet, voor de controles en als verwijzing naar wat u hier dienaangaande hebt verklaard.

Artikel 14 handelt over de verhoging van de lasten voor bruggepensioneerden.

De bruggepensioneerden worden gelijkgeschakeld met de gewone gepensioneerden. Wij vinden deze maatregel jammer. Een hogere fiscaliteit zal een rem zijn op het nemen van het brugpensioen, op het inhaken op de geboden mogelijkheden, met het gevolg dat de kansen voor tewerkstelling voor de jongeren verminderen.

Als de bruggepensioneerden worden gelijkgeschakeld met de gewone gepensioneerden, rijst het probleem van de mogelijkheid voor die bruggepensioneerden in het nieuw systeem om, vanaf de vastgestelde datum bijkomende beperkte activiteiten uit te oefenen zonder daarvoor te kunnen worden gestraft. De minister heeft opgemerkt dat hij zulks ook onrechtvaardig vond en dat het niet aangewezen is deze bruggepensioneerden, onder wie sommigen slechts 52 jaar zijn, totaal op non-actief te stellen. Het zou interessant zijn als de minister dit hier bevestigde en mededeelde op welke wijze hij dit probleem denkt te verhelpen, liefst vanaf het ogenblik dat deze wet in werking treedt.

Ik ga niet uitweiden over de wijziging van de lasten voor de andere vervangingsinkomens. Ik moet toegeven dat de cijfers die de minister in de commissie heeft geciteerd en die ik niet heb kunnen controleren, ons gedeeltelijk hebben overtuigd, hoewel de argumenten van andere sprekers ons nog altijd doen twifelen.

De artikelen 38, 39 en 45 handelen over de aanpassing van de nalatigheids- en moratoriumintresten. Ook andere collega's hebben hierover reeds uitgeweid. In dit ontwerp worden de nalatigheidsinteressen verlaagd van 1 pct. tot 0,8 pct. per maand. In de Ministerraad van 10 juli jongstleden werd echter beslist de wettelijke interessen te verlagen van 10 tot 8 pct. op jaarbasis. Waarom bent u niet consequent met de regeringsbeslissing en verlaagt u de nalatigheidsinteressen niet tot 0,67 pct. zoals onze fractie heeft voorgesteld, een cijfer dat het dichtst bij de 8 pct. benadert? Persoonlijk vind ik het amendement dat andere collega's hebben ingediend om die interessen te verlagen tot 0,65 pct., een afgerond cijfer, logischer.

In dit ontwerp wil men de Koning de bevoegdheid geven om deze tarieven aan te passen.

Waarom moeten wij in dit wetsontwerp dan ook een achterhaald tarief goedkeuren? Dit kan toch enkel tot de situatie leiden waaraan ook collega Moens heeft gerefereerd, namelijk dat wij volgende week dinsdag of woensdag dit wetsontwerp aannemen en dat u een week later bij koninklijk besluit beslist de tarieven te verlagen. Dat zou toch al te

belachelijk zijn. Ik hoop dat u en de regering zich niet zo belachelijk willen maken, mijnheer de minister.

Daarom stel ik voor de nalatigheidsinteressen aan te passen aan het niveau dat door de regering voor de wettelijke interessen werd vastgelegd. Indien dat zou gebeuren, heb ik geen verdere kritiek meer op dat punt. Ik begrip echt niet waarom u de nalatigheidsinteressen op 9,6 pct. hebt bepaald. Dit is op het ogenblik immers totaal niet in overeenstemming met de marktrente. Daarom verzoeken wij u nogmaals logisch en consequent te zijn met de regeringsbeslissing van 10 juli.

Artikel 40 handelt over de coördinatiecentra waarvan sprake in het koninklijk besluit nr. 187.

Ik kan hierover zeer kort zijn. Andere collega's hebben hierover immers uitgebreid gesproken. Door een minder liberale toepassing van het koninklijk besluit nr. 187 blijkt het nu mogelijk 4 miljard per jaar te besparen. Hoe is het dan mogelijk geweest dat men gedurende de afgelopen jaren die 4 miljard, en misschien zelfs nog meer, heeft laten ontglippen, meestal naar het buitenland, terwijl men de bevolking zware inleveringen heeft gevraagd? Dit roept toch enkele vraagtekens op bij de bevolking, voor zover zij natuurlijk bekend is met de praktijken die door dit koninklijk besluit mogelijk waren.

Ik wil het nu hebben over de artikelen 48 en 49 betreffende de leningen voor de Nationale Landmaatschappij en voor de Nationale Maatschappij voor de huisvesting.

Ik blijf hier even bij stilstaan. Normaal zou het niet mijn bedoeling geweest zijn hierover te spreken, ware het niet dat het door deze artikelen mogelijk wordt leningen vrijgesteld van roerende voorheffing uit te schrijven ten behoeve van deze maatschappijen, waardoor men, enerzijds, die leningen aantrekkelijk wil maken en, anderzijds, de Gemeenschappen en de Gewesten gedeeltelijk wil ontlasten van de schuldenlast die op hen weegt. Omdat u, mijnheer de minister, zich in uw antwoord op de algemene bespreking hierover nogal lichtzinnig en volgens ons onjuist hebt uitgelaten, wil ik daar toch even op terugkomen.

Het is juist dat deze maatschappijen 250 miljard schuld hebben en dat de Gemeenschappen en Gewesten er niet tuk op zijn die last op zich te nemen. Maar u kent de oorzaak van die schuld, mijnheer de minister. U bent veel te verstandig en u hebt veel te veel doorzicht om dat niet te beseffen. Trouwens, er zijn daarover zoveel besprekingen geweest tussen de nationale regering en de Gemeenschappen en Gewesten, dat het onderwerp ongeveer uitgeput moet zijn.

Het grote probleem is dat in 1980 bij de bepaling van de dotaties de schulden uit het verleden van deze maatschappijen verkeerd werden ingeschat. Dat weet u zeer goed. En dit geldt zowel voor Vlaanderen als voor Wallonië. Dit is geen zaak tussen Vlamingen en Walen, maar gewoon een zaak tussen, enerzijds, de Gemeenschappen en de Gewesten en, anderzijds, de nationale regering. De oorzaak hiervan ligt niet bij de Gemeenschappen en de Gewesten. Uit het jaarverslag van de Nationale Huisvestingsmaatschappij — ik heb hier geen documentatie over de Nationale Landmaatschappij — blijkt dat sinds de Gemeenschappen en de Gewesten autonoom en zelfstandig beslissen over de huisvestingsmaatschappijen, het gedaan is met de sociale-woningbouw. Wat er nog voor 1982 vermeld staat, is natuurlijk een uitvloeisel van beslissingen die voordien waren genomen.

Op enkele uitzonderingen na zijn dit allemaal lasten uit het verleden die op grond van een correcte interpretatie van de wet op de staatshervorming ten laste vallen van de nationale regering, met uitzondering weliswaar van de beslissingen genomen door de autonome regeringen van Vlaanderen en Wallonië sinds 1981. Uit een prachtig tabelletje in het verslag van de Nationale Huisvestingsmaatschappij is af te leiden dat de financiële tegemoetkomingen van de Staat en/of de Gewesten, voor intresten, aflossingen en terugbetalingen, van 11,3 miljard in 1979 tot 33,6 miljard in 1985 zijn gestegen. Mijnheer de minister, u zult dan best begrijpen dat de Gemeenschappen en Gewesten er niet op gebrand zijn deze huisvestingsmaatschappijen in te palmen.

Dan is er de wet van 5 maart 1984 waardoor een zeer beperkt gedeelte van deze schulden door de Staat wordt overgenomen, namelijk de aflossing van de hoofdsom van de leningen aangegaan tussen 1 januari 1975 en 31 december 1979. De Staat heeft toen 17 miljard betaald aan de Nationale Huisvestingsmaatschappij. Eind 1985 waren de schuldverdringen van de Nationale Maatschappij voor de huisvesting op de Staat en op de Gewesten 24 miljard, waarvan 9 miljard op het Vlaamse Gewest, 1,4 miljard op de Staat, 11,2 miljard op het Waalse Gewest en 2,4 miljard op het Brussels Gewest. Hier worden er natuurlijk heel wat bijkomende schulden gecreëerd door een stijging van achterstallige intresten. Ik hoef dit niet uit te leggen, want u weet dat even goed als ikzelf, zoniet beter.

Mijnheer de minister, in uw uiteenzetting heeft u over deze huisvestingsmaatschappijen en over de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de Gewesten, totaal buiten elk verband — daarom permitteer ik mij ook buiten dit verband te treden — verwezen naar het gebrek aan moed van de vorige minister van Financiën in de Vlaamse regering, die tot mijn partij behoorde, omdat hij de financiële en de fiscale bevoegdheid voor de Gewesten niet heeft opgeëist.

Mijnheer de minister, ik heb mij toen verzet tegen die uitspraak op basis van het wettelijk principe.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Ik heb alleen gezegd dat ik het vreemd vond dat de heer Schiltz, toen hij minister van Financiën van het Vlaamse Gewest was, eigenlijk nooit op een opvallende wijze heeft gepleit voor het toekennen van een fiscaal heffingsrecht aan de Vlaamse Gemeenschap.

Ik heb eergisterenavond niet gezegd dat hij gebrek aan moed had.

De heer A. Geens. — Mijnheer de minister, naar mijn gevoel was u op dat moment zeer slecht geïnspireerd.

De heer Schiltz heeft deze bevoegdheid bij verschillende gelegenheden uitdrukkelijk opgeëist. Hier verwijs ik naar de markante en veel geciteerde uiteenzetting die hij heeft gegeven voor het Instituut Vlerick in Gent. Ik verwijs ook naar de organisatie van het internationaal colloquium over de economische en monetaire unie in federale Staten in de wereld, waar deze stellingen toch zeer uitgebreid aan bod zijn gekomen. Ik verwijs u vooral naar een tekst van zijn eigen hand waarin hij de balans heeft opgemaakt van de Vlaamse regering, en waarbij hij tot vier politieke conclusies kwam en ik zal ze niet alle vier weergeven.

Eén conclusie citeer ik echter letterlijk: « Het financieringssysteem van de deelstaten moet omgekeerd worden. De Vlaamse en Waalse regeringen moeten financieel en fiscaal verantwoordelijk gemaakt worden en rechtstreeks kunnen beschikken over de belastingopbrengsten opgebracht door hun burgers. » (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

Ik denk dat het niet duidelijker kan worden gezegd.

De heer Van In. — Geachte collega, ik voeg hieraan toe dat er over dit onderwerp een conflict bestond tussen de heer Schiltz en uw naamgenoot Gaston Geens.

De heer A. Geens. — Die ondertussen blijkbaar inziet dat hij verkeerd redeneerde en nu ook pleit voor eigen fiscale verantwoordelijkheid.

De heer Luyten. — Rond 11 juli bekeren velen zich maar zij vervallen later opnieuw in zonden.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, ik verontschuldig mij voor dit zijpsprongetje, maar ik meen dat het noodzakelijk was naar aanleiding van uw uitspraken.

Over artikel 50 zal ik kort zijn. Ik herhaal wat ik in de commissie heb gezegd. Wanneer bijzondere machten ooit verantwoord zouden zijn, dan zou het kunnen zijn om dit soort operaties uit te voeren.

U hebt gezegd dat u bij de eerste bijzondere machten hebt gearzeld een artikel zoals het artikel 50 van dit ontwerp in te schrijven. U vreesde, terecht, dat door het inschrijven van een dergelijk artikel allerlei speculaties zouden ontstaan. Het spijt mij u erop te moeten wijzen dat deze speculaties nu ook in alle hevigheid zijn losgebarsten door het inschrijven van dit volmachtartikel in dit ontwerp. Daardoor hebt u vele loslippigen tot spreken gebracht. Sommige verklaringen van « verantwoordelijke politici » zijn beschamend.

Zou het niet veel verstandiger zijn geweest dit artikel niet in te schrijven in dit wetsontwerp en het Parlement op een maandagmorgen te confronteren met een voorstel van de regering waarover wij onmiddellijk zouden beraadslagen en beslissen?

Ik heb daarstraks verwezen naar de mogelijkheden die in het Parlement bestaan. U weet voldoende dat ook de oppositie genoeg staatszin kan opbrengen om in dergelijke gevallen, waar het inderdaad zou gaan om een echte besparing, de maatregelen van de regering goed te keuren, of zich tenminste te onthouden. U weet dat zeer goed. Wij betreuren dan ook dat door het inschrijven van dit artikel, onrust werd gewekt en het risico wordt gelopen dat het gunstig klimaat dat zich de voorbije maanden heeft voorgedaan op de internationale en de nationale markt om tegen aantrekkelijke voorwaarden een conversie, een herschikking of wat dan ook te verwezenlijken, gedeeltelijk is gehypotheked. Meer wensen wij daarover niet te zeggen. Over deze moeilijke aangelegenheid werd reeds voldoende gedebatteerd.

Tenslotte nog iets over de datum waarop de bepalingen van dit ontwerp in werking treden.

Het is merkwaardig, mijnheer de minister, dat de afschaffing van de sociale uitgaven ingaat op 1 januari 1986 en de verlaging van de vennootschapsbelasting pas op 1 januari 1987. Wij zijn principieel tegenstander van het retroactief toepassen van om het even welke wet omdat dit onrechtvaardig is tegenover de getroffen burgers. Dit geldt ook voor dit ontwerp.

Wij hopen alsnog dat de regering bereid is op haar stappen terug te komen. Waarom gaan de maatregelen niet in op 1 juli 1986? In heel wat vennootschappen loopt het boekjaar van 1 juli tot 30 juni van het volgend jaar. Bovendien legt u door deze maatregelen en door de datum waarop zij van kracht worden, voor 1986 op de ondernemingen een bijkomende last van 8 miljard, tenminste als uw cijfers correct zijn. De tegemoetkoming door de verlaging van de vennootschapsbelasting met 2 pct. geldt immers nog niet. In feite is dit geen billijke manier van handelen van de overheid. Ik vraag dan ook dat u daarover toch eens zou willen nadenken.

Tenslotte, mijnheer de minister, hopen wij dat u en de meerderheid inziet dat deze wet in feite fundamenteel niets verandert en fundamenteel niets oplost. Wij hebben er u dinsdag op gewezen dat deze bepalingen op kruissnelheid slechts een meerontvangst zullen betekenen voor de overheid van 3,2 of 3,3 miljard. De fiscale besparingen zijn dus zeer beperkt. Nochtans werden zij in het Sint-Annaplan geraamd op 13 miljard. Dit blijkt in ieder geval niet uit dit ontwerp.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — De opbrengst bedraagt inderdaad 13 miljard.

In de tabel die bij het verslag en ook bij de Rijksmiddelenbegroting is gevoegd, hebben wij echter de minder-ontvangsten als gevolg van de maatregelen voor de bouwsector, ook op kruissnelheid, geraamd op 11,2 miljard. Bijgevolg bekomt u netto-netto 3 miljard.

Ik heb er in de commissie ook op gewezen dat de kruissnelheid van de maatregelen voor de bouwsector, de aftrek van de interestlasten slechts na verloop van een aantal jaren zal optreden. Wij hebben beiden gelijk. Op korte termijn is het 13 miljard, indien wij de bouwsector buiten beschouwing laten. Deze zat trouwens niet in het pakket maar werd afzonderlijk berekend in de Rijksmiddelenbegroting.

Indien u wel rekening houdt met de 11,2 miljard voor de bouwsector en met de 4 miljard voor de verlaging van de vennootschapsbelasting, komt u op 3 miljard.

De heer A. Geens. — Mijnheer de minister, u zal moeten toegeven dat het niet-bereiken van 11,2 miljard in feite zou betekenen dat uw relanceringsmaatregelen voor de bouwsector en het afgeleide effect mislukt zijn. U kan niet ontkennen dat de maatregelen ten gunste van de bouwsector, waartegen wij geen bezwaar hebben gemaakt, ook fiscale uitgaven zijn. De regering refereert in het Sint-Annaplan aan 13 miljard opbrengst. Ik neem aan dat dit netto-opbrengst is. De bijkomende fiscale uitgaven zijn erin gecalculeerd. Of vergis ik mij?

De heer Luyten. — Hoegenaamd niet.

De heer Van Overstraeten. — Hoegenaamd niet, *bis*.

De heer A. Geens. — De minister van Begroting toonde bij zijn uiteenzetting een tabel waarin de meer-uitgaven duidelijk zijn opgenomen en waarin de optelsom wordt gemaakt van de minder-uitgaven, dus de meer-opbrengst voor de Staat. Uw 13 miljard moet een netto-bedrag zijn.

Deze wet is een slecht begin van de uitvoering van het Sint-Annaplan. Andere maatregelen zijn hierin grootscheeps aangekondigd.

Wij denken ook aan de mogelijke maatregelen in het onderwijs en de actuele telling van leerlingen in het Franstalig onderwijs.

Wij betwijfelen ernstig of de vooropgezette saneringsmaatregelen zullen lukken. Zoals u weet, zullen wij hierover de volgende weken nog uitgebreid van gedachten kunnen wisselen en uitleg kunnen vragen bij de begrotingsbespreking.

Volgens ons heeft deze wet aangetoond dat de rechten van de burger dringend moeten worden gevrijwaard en dat dit best kan door de fiscale wetgeving in ieders belang te vereenvoudigen. (*Applaus op de banken van de Volksunie, van Agalev en op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, reeds vaker was ik een *vox clamantis in deserto*. Deze namiddag verzocht ik een ieder zich te houden aan de opgegeven spreektijd. Verdubbelen de sprekers echter de

spreektijd, dan behoud ik mij het recht voor om morgen voor te stellen ook op zaterdag en zondag te vergaderen.

De heer Van In. — Er zijn onderbrekingen geweest, Voorzitter!

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Clippele.

De heer de Clippele. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal pogen mijn uiteenzetting te beperken tot tien minuten.

Monsieur le ministre, j'ai examiné les vingt dispositions proprement fiscales du projet de loi portant des dispositions fiscales et je les classerai en trois catégories: les dispositions nécessaires et indispensables, celles qui sont moins agréables et qui seront « difficiles à avaler » et enfin, celles que je considère comme trop timides et complexes.

Je considérerai d'abord les dispositions nécessaires, en commençant par celle qui concerne l'allongement de deux à cinq ans du délai de revente qui permet de bénéficier de la restitution des trois cinquièmes des droits d'enregistrement. C'est une excellente mesure, d'autant plus nécessaire que le droit d'enregistrement, qui est de 12,5 p.c. en Belgique est le plus élevé d'Europe.

En commission, vous nous aviez d'ailleurs communiqué un tableau, monsieur le ministre, en nous précisant que la France nous dépassait avec un taux de 16,60 p.c. J'ai vérifié ce chiffre et j'ai pu constater que vous ne nous aviez pas dit qu'en France, ce taux, d'application pour les immeubles en général, est réduit à 5 p.c. pour les immeubles d'habitation.

Je me réjouis également, sur le plan professionnel, de cet allongement du délai, car j'ai pu constater, à plusieurs reprises, que des clients ayant acheté un immeuble se rendaient compte parfois, après un certain temps, qu'il ne correspondait pas à leurs désirs. Certains citadins sont déçus de s'être installés à la campagne et inversement; d'autres ont acheté un immeuble devenu trop bruyant.

Une autre mesure concerne la réduction de l'impôt des sociétés de 45 à 43 p.c. et de 33 à 31 p.c. Je m'en réjouis également car elle va dans le sens de l'harmonisation de nos taux avec ceux des autres pays de la Communauté européenne et plus spécialement des pays voisins. Ceci devrait nous permettre d'atteindre un degré de compétitivité qui corresponde au leur.

Je suis d'autant plus satisfait que M. Reagan a décidé de réduire le taux de l'impôt des sociétés à 33 p.c. Or, vous nous avez dit en commission des Finances, monsieur le ministre, que les Etats-Unis nous précédaient, en général, d'une dizaine d'années. Cela signifie que nous pouvons nourrir l'espoir de connaître dans l'avenir des taux plus bas.

J'en viens à la mesure qui concerne les centres de coordination.

Ceux-ci sont vraiment nécessaires, ne fût-ce que parce qu'ils jouent un rôle important par rapport aux multinationales. Celles-ci, qui avaient déserté la Belgique, pourront y revenir et participer au redressement du pays et à la promotion de l'emploi. Toutefois, il existait certains abus et plus spécialement celui du remboursement du précompte mobilier fictif. Cet abus aurait pu être constaté dès le départ, mais la loi créant les centres de coordination avait été élaborée et votée très rapidement et ce n'est que plus tard que cette possibilité d'abus est apparue.

Parmi les dispositions nécessaires figurent également la mesure concernant la suppression de la possibilité d'option des sociétés de personnes, sous certaines conditions; la disposition relative à l'épargne-pension, qui va prolonger la loi Monory bis, et la reconversion de la dette publique, absolument nécessaire pour nous décharger, dans une certaine mesure, du déficit des finances publiques.

Zo kom ik tot de tweede categorie maatregelen.

Ze zijn minder aangenaam, vooral die maatregel welke de afschaffing beoogt van de fiscale immunisatie van de sociale voordelen in hoofde van de vennootschappen ten voordele van de werknemers. Ik vind dit zeer spijtig en wel om verschillende redenen. Enerzijds, was het de enige mogelijkheid om in kleine mate te ontsnappen aan de hoge belastingdruk in ons land; na Zweden, kent België de hoogste belastingdruk van heel Europa. Anderzijds, bestond de mogelijkheid om de betrekkingen tussen de werkgevers en de werknemers te verbeteren. Daarenboven zal de maatregel retroactief worden toegepast vanaf 1 januari van dit jaar.

Een andere, volgens mij minder gelukkige, maatregel is het afschaffen van de volledige aftrekbaarheid van de BTW in het aankoopjaar van een wagen. Hetzelfde geldt voor de maatregel die de brugpensioneerden onder hetzelfde fiscaal regime wil brengen als de gepensioneerden.

Je me permettrai de m'attarder quelque peu sur les mesures que je qualifie de trop timides et complexes.

En ce qui concerne tout d'abord la construction, il faut se rendre compte que la réduction du taux de TVA à 6 p.c. était une mesure simple, compréhensible pour tout un chacun et immédiate dans son application, et dès lors très efficace. Les mesures que vous proposez « en compensation » sont lourdes et difficiles à comprendre.

Examinons l'élargissement de la déductibilité des intérêts hypothécaires.

La plupart des autres pays — je pense en particulier à la Scandinavie, à l'Angleterre, aux USA et même à l'Australie — appliquent la déduction, non seulement des intérêts hypothécaires, mais de tous les intérêts de l'ensemble des revenus, y compris les revenus professionnels. Par contre, la mesure que vous proposez n'est que partielle.

En effet, on ne pourra déduire que 80 p.c. pendant les cinq premières années, 70 p.c. la sixième année et ainsi de suite pendant douze ans.

De plus, les critères que vous prévoyez sont très restrictifs. La déductibilité des intérêts n'interviendra que lors de la construction d'un premier logement, d'un montant plafonné à deux millions de francs auxquels s'ajoutera un certain pourcentage pour enfants à charge, avec un maximum de 30 p.c.

L'impact de cette mesure ne se fera sentir qu'un ou deux ans plus tard lors de la déclaration fiscale. Dans le régime de la TVA, l'application est immédiate. La mesure que vous proposez n'entrera dans les mœurs qu'après plusieurs années et je crains qu'entre-temps elle ne soit modifiée.

Une autre mesure encore concerne l'amortissement du capital lorsqu'une assurance de solde restant dû a été contractée. Dans ce cas, le plafond initialement prévu passe de 400 000 à 2 millions de francs.

Bien que cette mesure soit un premier pas, elle est, à mon sens, insuffisante. Elle ne s'applique en effet qu'aux habitations moyennes ne dépassant pas 2,7 millions. Je le regrette en tant que Bruxellois car, à Bruxelles en tout cas, ce plafond est fixé trop bas en matière d'habitation moyenne et très peu de mes concitoyens pourront profiter de cette mesure. Par ailleurs, cet amortissement ne peut se faire que pour une nouvelle construction et non pour une habitation existante.

J'ajoute que ces deux grandes mesures vont à contre-courant de la conjoncture du moment. Lorsque, voici quelques années, les taux d'intérêt étaient très élevés — entre 13 et 14 p.c. — j'aurais compris que ces mesures paraissent absolument nécessaires. Maintenant que les taux se situent aux alentours de 8 p.c., elles auront encore un effet, mais de loin inférieur à celui qu'elles auraient eu auparavant.

J'en arrive à la promotion de l'emploi par la déductibilité des frais de personnel de maison.

En 1983, une proposition de loi que j'avais déposée en ce sens, a été discutée en commission et rejetée, malheureusement, par votre prédécesseur M. Willy De Clercq.

Une étude que j'ai réalisée à ce sujet indique qu'en 1970, 23 000 personnes de maison étaient officiellement déclarées alors que, dix ans plus tard, en 1980, le nombre de personnes déclarées était tombé à 10 000. Cette diminution importante est due à l'augmentation de la fiscalité, d'une part, et à l'accroissement des cotisations sociales, d'autre part.

En 1977 intervint une convention mettant les concierges sur un pied d'égalité avec les ouvriers et les employés pour ce qui concerne les appointements et les cotisations sociales. Il en est résulté que nombre de copropriétaires ont dû s'en séparer, l'impact financier étant trop important.

En Belgique, deux cent mille ménages déclarent, comme montant imposable, un million net. Si un sur dix engageait un chômeur, soit au total vingt mille, l'Etat, compte tenu du fait que l'allocation de chômage correspond approximativement à un demi-million, aurait pu réaliser, sur cette opération, un gain de près dix milliards.

La proposition que j'avais déposée alors avait un champ d'application très large, alors que la vôtre, monsieur le ministre, contient des critères très restrictifs. En effet, d'une part, l'employé de maison doit, au moment de son engagement, être au chômage depuis au moins six mois, nos collègues MM. Geens et Boël y ont fait allusion.

D'autre part, la déduction n'est que de 60, 50 ou 40 p.c. selon les tranches de revenus de l'employeur bien que — et je m'empresse de dire que c'est excellent — les cotisations sociales soient à charge de l'Etat.

Je regrette par contre, et cela me paraît important, la limitation restrictive de la notion de personnel de maison. Si j'ai bien compris la discussion qui s'est déroulée en commission des Finances, les employeurs de concierges de buildings ne pourront bénéficier de ce projet. Pourquoi les copropriétaires ou les locataires d'un building de dix appartements

ne pourraient-ils déduire chacun un dixième de la charge totale inhérente au concierge?

La notion de personnel de maison devrait être fort large; elle devrait comprendre les chauffeurs, les secrétaires privés, les gardes-malades, les gardes forestiers, les gardes-chasse et j'en passe. Si nous voulons voir cette mesure aboutir il faut, à mon sens, la considérer d'un point de vue large.

Vous avez déclaré en commission que vous tentiez, sur ce plan, une expérience. C'est fort bien, mais généralement, on promulgue une loi, on tente une expérience et, sur la base de celle-ci, on l'amende six mois, voire un an après. Chaque fois, les bénéficiaires sont perturbés.

En conclusion, si je survole l'ensemble des mesures que vous proposez, je ne puis m'empêcher de me rappeler toutes ces lois-programmes, budgétaires et de redressement dont nous avons été gratifiés, pendant près de dix ans, à raison de deux par an. La plupart n'avaient ni lien entre elles ni philosophie commune.

Sur le plan fiscal, le cheminement est le même, il aboutit généralement à la mise sur pied de nouvelles dispositions. Il suffit de se référer, pour en être convaincu, aux péripéties du secteur de la construction suite aux nombreuses mesures fiscales inventées, prises, supprimées et remplacées.

Vous conviendrez que pareille politique provoque, dans le marché immobilier, d'inévitables secousses.

J'ai relevé au cours des cinq dernières années, cinquante nouvelles lois et nouveaux décrets fiscaux, ainsi que 247 arrêtés royaux et ministériels nécessitant la modification de 976 articles et la publication de 3 544 pages de circulaires ministérielles. Peut-être ces différentes péripéties font-elles la joie des experts fiscaux, des avocats fiscalistes, des fiduciaires. Mais comment voulez-vous que le Belge moyen puisse s'y retrouver?

Vous me rétorquerez sans doute que vous avez nommé quatre commissaires royaux afin de simplifier et d'harmoniser la fiscalité. C'est fort bien, et je m'en réjouis, mais permettez-moi de rappeler qu'en 1935, M. Cohard, un Liégeois, fut nommé commissaire royal pour la réforme fiscale et que son rapport dort toujours dans une des caves du ministère des Finances. (*Signe d'approbation du ministre des Finances.*)

Vous comprendrez dès lors que je sois assez perplexe quant à la réussite de la présente réforme.

Souvenons-nous du proverbe anglais: *Old taxes are the best*. Les lois auxquelles nous sommes habitués sont les meilleures, car, au moins, elles ne causent pas de perturbations.

Monsieur le ministre, je voterai ces dispositions fiscales. Mais je me rappellerai ce que vous avez déclaré en commission. Ces dispositions sont absolument nécessaires pour aider à réduire le déficit des finances publiques. J'espère que, celui-ci étant résorbé, vous vous attellerez à diminuer l'imposition non seulement des personnes physiques, mais l'imposition en général, tant pour les ouvriers que pour les employés et pour tous les citoyens, au grand soulagement de l'ensemble de la population belge. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw De Pauw.

Mevrouw De Pauw-Deveen. — Misschien zal ik weer een glimlach brengen op het gelaat van de Voorzitter door te beloven dat ik de mij toegemeten spreektijd zal halveren. Aangezien ik het alleen zal hebben over een gegeven uit de memorie van toelichting, was het de bedoeling dat ik vóór de bespreking van deze hoofdstukken het woord zou voeren.

Mijnheer de Voorzitter, u hebt er anders over beschikt, wat uw goed recht is. Ik vraag dan ook mij te verontschuldigen omdat mijn betoog hier niet helemaal meer op zijn plaats is. Ik hoop dat collega-professor Eyskens er toch enige belangstelling voor zal hebben.

In de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen maar vroeger reeds in het regeerakkoord, in het spaarplan en in de beleidsnota van de ministers Verhofstadt en Bril, is aangekondigd dat men dank zij belastingstimuli het wetenschappelijk onderzoek in de ondernemingen wil bevorderen; in deze memorie van toelichting wordt meegedeeld dat de regering vóór 1 augustus van dit jaar een ontwerp van wet zal indienen « tot stimulering van het risicodragend kapitaal en de industriële investeringen, inzonderheid door », onder andere: « de verbetering van het fiscaal stelsel van de aftrek voor investeringen in onderzoek en ontwikkeling ».

Dit ontwerp van wet hebben we nog niet ontvangen en zullen wij waarschijnlijk niet meer ontvangen vóór het reces zodat er te laat over zal kunnen worden gestemd om nog in 1986 te worden toegepast.

Nochtans blijken er al voldoende gegevens bekend te zijn om te vermoeden wat het zal behelzen en om dus, van tevoren, al enkele

opmerkingen te maken en vragen te stellen, met de — weliswaar ijdele — hoop dat er toch nog een en ander aan gewijzigd zou kunnen worden.

Wat van meet af aan opvalt bij de aankondiging van dit ontwerp van wet, zijn de bewoordingen die wijzen op een accentverlegging: het gaat namelijk om de verbetering van het fiscaal stelsel; dus niet over de verbetering van het wetenschappelijk onderzoek. Dat de eisen van het wetenschappelijk onderzoek zelf en van het toegepast wetenschappelijk onderzoek in de ondernemingen van secundair belang worden geacht, blijkt uit de beleidsnota van de ministers Verhofstadt en Bril: er zal aan wetenschappelijk onderzoek worden gedaan met het oog op de toekomstmogelijkheden van de bedrijven, uitgekozen speerpuntsectoren zullen worden gesteund, renderende ondernemingen zullen worden bevoordeeld, de beste ondernemingen zullen impulsen krijgen om productief onderzoek te voeren. Fiscale tegemoetkomingen zullen subsidies vervangen. Dit werd in het regeerakkoord reeds met een concrete beslissing aangekondigd: een deel van de middelen ingeschreven voor de vierde functie van het Fonds voor industriële vernieuwing zal worden vervangen door belastingstimuli.

Wat is die vierde functie van het Fonds voor industriële vernieuwing?

Het gaat om het Fonds voor onderzoek op gewestelijk initiatief, dat voor maximum twee derde kan tussenkomen voor de financiering van de projecten inzake toegepast wetenschappelijk onderzoek, waarbij de Gewesten zelf een derde dienen te betalen. In het plan-Maystadt kreeg dit Fonds voor onderzoek op gewestelijk initiatief 800 miljoen toegewezen. In het regeerakkoord werd voorgesteld dat een deel van de middelen voor dit Fonds zou worden vervangen door belastingstimuli. Van deze operatie is echter geen sprake in de beleidsnota Verhofstadt-Bril, nog minder in het ontwerp dat wij thans bespreken. Ik heb trouwens daarnet in het nieuws gehoord dat zelfs het voortbestaan van het Fonds voor industriële vernieuwing is bedreigd.

In de nota van de ministers is echter wel sprake van fiscale stimuli in het algemeen en wordt bovendien concreet in het vooruitzicht gesteld, per tewerkgestelde wetenschappelijk onderzoeker vrijstelling van belasting te verlenen op 100 000 F winst.

Ten einde het wetenschappelijk onderzoek in de industrieën te bevorderen, zal men niet alleen fiscale tegemoetkomingen invoeren, maar verwacht men ook eigen inspanningen vanwege de privé-ondernemingen. Daarover zal ik het hebben bij de bespreking van de aangekondigde wet. Ik vermeld dit hier alleen maar, omdat daaruit nog duidelijker blijkt dat nog een groter deel van het wetenschappelijk onderzoek zal afhangen van de privé-sector. Minder fiscale inkomsten, maar bovendien minder zeg en minder inzage in het wetenschappelijk onderzoek. Hoe zal de regering dat wetenschappelijk onderzoek ingevolge fiscale ontlasting coördineren? Hoe zal de regering de efficiëntie ervan nagaan?

Hoe zal worden gecontroleerd of de niet meer verschuldigde belastingen effectief aan wetenschappelijk onderzoek worden besteed? Hoe zal de syndicale controle geschieden? Zullen het belang en het rendement van een bedrijf als uitsluitende criteria gelden? Hoe kan men dat koppelen aan echt wetenschapsbeleid? Waarom wetenschappelijk onderzoek koppelen aan winstbejag? Hoogtechnologische ondernemingen zijn immers vaak weinig renderend! De niet-technologische sector wordt bovendien totaal genegeerd! Een uitgeverij van wetenschappelijke werken bijvoorbeeld zal geen recht hebben op fiscale tegemoetkomingen, omdat dergelijke werken zeer dure verwezenlijkingen zijn en haast niet worden verkocht. De verspreiding van kennis zal dus zeker fiscaal niet worden aangemoedigd.

Hoe zal men met zo'n oncontroleerbaar systeem kunnen ingaan op een advies van de Nationale Raad voor wetenschapsbeleid waarbij wordt gevraagd dat 10 pct. van de kredieten voor spitsstechnologieën zou worden besteed aan een onderzoek van de maatschappelijke gevolgen van de nieuwe technologieën, een onderzoek dat niet a posteriori mag gebeuren, maar moet worden geïntegreerd in het technologisch onderzoek zelf. Heeft men dat advies naast zich neergelegd?

Hoe zal men, in de aangekondigde wet, het wetenschappelijk onderzoek op het gebied van de humane wetenschappen bevorderen? Deze en andere vragen zullen, zo zal men mij nu zeggen, pas worden beantwoord bij de bespreking van die wet « tot stimulering van het risicodragend kapitaal en de industriële investeringen ». Daar dit ontwerp echter nu reeds werd aangekondigd, kon ik toch niet nalaten, namens de fractie, die vragen nu eveneens reeds aan te kondigen.

Onze zorg over de toekomst van het wetenschappelijk onderzoek in ons land is immers groot. De binding met fiscaliteit lijkt ons onverantwoord omdat door dat systeem een echt en efficiënt wetenschapsbeleid niet kan worden gewaarborgd. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Laverge.

De heer Laverge. — Mijnheer de Voorzitter, met het wetsontwerp houdende fiscale bepalingen vervult de regering drie belangrijke opdrachten. Ten eerste, bepaalde inkomstenbelastingen door fiscale uitgaven afschaffen of verminderen, ten tweede, het concurrentievermogen van de bedrijven bevorderen en, ten derde, de tewerkstelling aanmoedigen.

Alvorens deze punten in detail te bespreken wil ik toch even het geheel situeren binnen de problematiek van onze Belgische economie en fiscaliteit.

Eind vorig jaar waren wij ten zeerste verheugd uit het regeerakkoord te vernemen dat de fiscale en de parafiscale druk niet zou toenemen. Dat is zeker geen gemakkelijke opdracht, gezien de belangrijke schuldenlast waarmee wij te kampen hebben. Vele collega's vergeten soms dat zij mede verantwoordelijk zijn voor die schuldenlast.

Ik wil de regering feliciteren omdat zij de moed heeft opgebracht om daaraan te werken, ten einde de toekomst van ons land en van onze burgers te vrijwaren.

Niettemin moet ik in alle eerlijkheid bekennen dat dit wetsontwerp een stuk verkapte fiscaliteit inhoudt. Men kan wel zeggen dat het ontwerp een aantal fiscale uitgaven wil terugschroeven, maar in feite gaat het hier toch om een omgekeerde vorm van belastingverhoging. Spijtig dat dit fiscale schoonheidsfoutje in het ontwerp is geslopen.

De maatregelen van dit ontwerp zijn ontoereikend om de huidige problemen op te lossen. Ik sta met deze vaststelling niet alleen. Het Internationaal Muntfonds heeft met veel lof over het spaarplan gesproken, maar toch aan de regering gevraagd extra ruimte te creëren voor belastingvermindering.

Belastingvermindering is de meest efficiënte methode om, enerzijds, meer zuurstof te geven aan de bedrijven en, anderzijds, meer koopkracht te verschaffen aan de bevolking. De fiscaliteit en de parafiscaliteit wegen immers nog altijd zwaar door op de bedrijfskosten in het algemeen en de loonkosten in het bijzonder. Ook u, mijnheer de minister, weet toch dat de bedrijven de motoren zijn van onze welvaart en ons welzijn. Daarom kan ik het niet goedvinden dat sommige collega's hier zich soms opwerpen als kandidaat-wurgers van de kip met de gouden eieren. Wij hebben er geen enkel belang bij om onze bedrijven aan te pakken en uit te schelden. Wij moeten blij zijn dat wij bedrijfsleiders hebben, dat er mensen zijn die vandaag nog bedrijven willen leiden en uitbouwen.

Indien wij willen profiteren van de internationale trend van verbetering van het economisch leven, zullen wij echter nog heel wat stappen moeten doen. Wij moeten ons economisch leven oppeppen door positieve ingrepen en door stimuli. Dit kan alleen maar leiden tot meer werkgelegenheid, tot minder werkloosheid, tot het aantrekken van de lang verwachte buitenlandse investeringen en tot de verbetering van de algemene welvaart en het welzijn van onze bevolking.

Mijnheer de minister, ik beperk mij in mijn uiteenzetting tot de aspecten uit dit ontwerp die betrekking hebben op de vennootschappen. Dit wetsontwerp wil bepaalde zaken rechtzetten maar door onvolledige en misschien onvoldoende bestudeerde maatregelen. Er werden methodes gezocht om de fiscale fraude te bestrijden. Wij verheugen ons daarover. Wij zijn niet, zoals sommigen denken, beschermers van de fraudeurs. Integendeel. Ook wij willen de fiscale fraude indijken. Dit mag echter niet leiden tot repressie en tot Gestapo-technieken.

Mijnheer de minister, u hebt de optievennootschappen een flinke deuk gegeven: enerzijds hebt u gelijk, maar anderzijds hadden de optievennootschappen toch een bepaalde functie op gebied van onroerend goed en op gebied van beleggingen. Wij gaan met u akkoord dat u tegen de misbruiken ingaat, maar wij zijn ervan overtuigd dat de compensatieformules die thans worden vooruitgeschoven en waardoor bepaalde aftrekken worden toegelaten van vennootschappen naar individuen, toch nog heel wat lacunes inhouden.

Zonder in detail te willen ingaan op de drie mogelijkheden van aftrek, wil ik bij deze gelegenheid wijzen op de misbruiken en op de willekeur die in de maatregelen schuilen. Een appreciatie over het ten-laste-nemen van bepaalde verliezen of over een bepaalde inbreng in het bedrijf ter compensatie van verliezen of te verwachten verliezen zal zeer moeilijk zijn. De interpretatie van de belastingcontroleur kan op dit stuk veel te subjectief zijn. Wat dit onderdeel betreft, en aangezien aftrekbaarheid nog wordt toegelaten, wil ik aandringen op concrete en werkelijke richtlijnen om ingeslopen misbruiken te beperken en op te heffen.

Een tweede belangrijke ingreep met betrekking tot de vennootschappen is het afschaffen van bepaalde sociale voordelen die voorheen als bedrijfslasten werden beschouwd. De bedrijven zullen deze maatregel scherp aanvoelen. In de commissie hebt u, mijnheer de minister, beweerd dat deze sociale voordelen verkapte uitkeringen waren. Toch bevorderden zij het sociale klimaat. Het ging vaak om niet-onbelangrijke kleinigheden als een kopje koffie, een personeelsfeestje, een decoratiefeestje, het gebruik van sportterreinen, eventueel gemeenschappelijk vervoer enzovoort.

Bepaalde bedrijven zullen deze voordelen niet afschaffen, maar deze maatregel zal dan voor die bedrijven een fiscale verzwarende betekenen. Mijnheer de minister, u hebt zelf gezegd dat deze maatregel de Staat 8 miljard zal opleveren en dat de bedrijven tengevolge van een verlaging van de vennootschapsbelasting 3,5 miljard zullen recupereren. Onrechtstreeks betekent de maatregel toch een verhoging van de bedrijfslasten. Ik vrees nochtans dat vele bedrijven deze voordelen zullen verminderen, vooral dan de KMO's.

De grote slachtoffers van deze maatregel zullen wellicht de kaderleden zijn die reeds zo lang en zo dikwijls als fiscale melkkoe werden gebruikt. De kaderleden kunnen zich niet beroepen op de vakbonden om hun eisen af te dwingen. Het zijn nochtans de kaderleden die dikwijls de stille en harde werkers zijn die dank zij hun creativiteit en hun dynamiek het bedrijf ondersteunen. Zij zullen eens te meer in hun inkomen worden getroffen. De recuperatie die hierdoor kan gebeuren zal onbeduidend zijn in vergelijking met de demotivatatie die eruit zal voortvloeien bij de vele dynamische krachten, vooral bij de universitaire afgestudeerden, in ons bedrijfsleven.

Ik ga er ongeveer mee akkoord dat de vermindering van de vennootschapsbelasting een stille en beperkte bijdrage kan zijn ter verbetering van het rendement van de vennootschappen. Het effect van deze maatregel zal worden geneutraliseerd aangezien andere maatregelen grotere lasten opleggen. Voor het bedrijfsleven zal die daling van 2 pct. eigenlijk een nuloperatie worden. Ik betreur dat ten zeerste.

Indien men het bedrijfsleven werkelijk wil steunen moet er zuurstof worden toegediend. Ik pleit voor het toedienen van directe zuurstof eerder dan van indirecte zuurstof, namelijk allerlei subsidies. Dat is niet interessant voor het grootste deel van de bedrijven. Het grootste deel van de subsidies gaat naar slechte en kleine groep bedrijven.

Wij stemmen in met wat u doet voor de *sale and lease back*-overeenkomsten. Deze bepalingen uit dit wetsontwerp kunnen toelaten een andere koers te varen. Tot mijn spijt vertonen de wetten hieromtrent tot nu toe vele gaten, het zijn een soort gruyère-kaaswetten. U hebt gepoogd de wetbepalingen sluitend te maken. Wij vinden dat goed.

Wij vallen u ook bij als u hetzelfde denkt en doet in verband met de coördinatiecentra. Wij vragen u toch voorzichtig te zijn. De coördinatiecentra vormden een belangrijke aantrekkingskracht voor het bedrijfsleven. Buitenlandse bedrijven werden erdoor gestimuleerd om hun kennis naar hier te brengen. Aldus werd van België een centrum gemaakt dat de spits kon afbijten inzake technologie en renovatie.

Men moet vermijden dat er misbruiken ontstaan. Men mag ook niet denken dat er overal misbruik wordt gemaakt. Men kan moeilijk zeggen dat het grootste deel van de bedrijven die de maatregelen hebben genoten inzake optievennootschappen, *sale and lease back*-overeenkomsten en coördinatiecentra, allemaal frauduleus zijn.

Men wijst te gemakkelijk op een paar specifieke misbruiken om het algemeen nut van dergelijke maatregelen weg te wuiven. Het is al te makkelijk met één voorbeeld op de tribune te komen en er dan op te wijzen welke fraude mogelijk is. Zo spreekt men hier niet over het charter van de belastingplichtige maar over het charter van de fraudeur, vaak omdat men gewoon niet weet, sommigen althans, waarover men spreekt.

Ik zal niet verder uitweiden over alle kleine voorstellen tot verandering die stuk voor stuk positief zijn.

Wij betreuren dat door dit ontwerp nog niet aan alle ondernemingen de nodige ruimte wordt gegeven om zich krachtig en met eigen middelen te ontwikkelen. In het algemeen kunnen wij zeggen dat dit ontwerp een goede poging is, maar ook niets meer. Het is als het ware een onvoltooide symfonie waarvan u, politieke dirigenten, de ontbrekende partituren moet schrijven, wil het economisch concert succes hebben.

De ingeslagen weg is ons inziens de enig mogelijke weg naar een duurzaam sociaal economisch herstel. Daarom draagt dit ontwerp onze volledige goedkeuring weg. (*Applaus op de liberale banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Friederichs.

De heer Friederichs. — Mijnheer de Voorzitter, mijn betoog zal zeer kort zijn want ik heb met mijn collega's afgesproken dat ik hier slechts over twee punten zou spreken. Ik zal mij dan ook beperken tot de maatregelen die in hoofdstuk I uitsluitend betrekking hebben op de fiscale uitgaven en op fiscale stimulansen met betrekking tot de personenbelasting.

Vooraf zij het mij echter toegestaan een paar algemene opmerkingen te formuleren betreffende de evolutie van de personenbelasting in ons land.

Sinds jaren stelt iedereen in dit land vast dat de belastingdruk hoog ligt, vaak veel te hoog voor sommige inkomenscategorieën. Dit laatste is een vaak subjectief getinte benadering, al naargelang van de gevolgtrekking die men wil maken en de eventuele reactionaire voorstellen die men wil formuleren. Dit neemt echter niet weg dat de vaststelling dat onze belastingdruk te hoog ligt, over het hoofd zou kunnen worden gezien, eveneens op internationaal vlak.

Ik weet wel, internationale rapporten zijn soms een dankbaar alternatief ter ondersteuning van eigen voorstellen, waardoor het oorzakelijk verband en het te bereiken doel vaak te simplistisch worden benaderd. Dit neemt evenwel de gegrondheid en de objectiviteit niet weg van bepaalde technische rapporten over ons sociaal-economisch en financieel leven. Zoals bijvoorbeeld het recente IMF-rapport, waarbij het Internationaal Monetair Fonds de Belgische overheid aanbeveelt, naast de volledige uitvoering van het pinksterplan, te komen tot een verdere belastingverlaging. Met andere woorden, de in de vorige legislatuur goedgekeurde wet-Grootjans mag duidelijk geen eindpunt zijn. Zoals bekend voorziet deze wet in een belastingverlaging ten bedrage van 70 miljard, cumulatief oplopend over een periode van vier jaar.

De heer Van In. — Niet overdrijven!

De heer Friederichs. — Wij zullen zien na vier jaar. Ik hoop dat u dan nog deel uitmaakt van de Senaat. Misschien komt het toch in orde. Wees niet pessimistisch.

Op het ogenblik zingt een dame in Oostende «J'aime la vie.» Ik had daarbij aanwezig kunnen zijn, maar wenste hier het woord te nemen.

De indexering van de belastingsschalen vormt er een zeer belangrijk onderdeel van. Eigenlijk is dat — gezien de huidige omstandigheden — een ironische samenloop van economische realiteiten op een ogenblik dat de inflatie tot het nulpunt is teruggelopen. Het IMF wijst op de te grote kloof die er in ons land bestaat tussen de bruto- en nettolonen. Dit heeft niet te overziene gevolgen voor de economische activiteit in het algemeen en de tewerkstelling in het bijzonder. Dit is de hoofdreden voor het IMF om een bijkomende belastingverlaging voor te stellen, zonder evenwel het tekort te verhogen, met andere woorden via bijkomende besparingen.

Dit wetsontwerp ligt niet geheel in de voorgestelde lijn, hoewel bepaalde maatregelen de weg effenen voor verder gaande maatregelen op dit vlak.

Achtereenvolgens zou ik dieper willen ingaan op de maatregelen die ertoe strekken, steeds met betrekking tot de personenbelasting: ten eerste, de fiscale uitgaven te beperken en aldus in sommige gevallen een betere inning van de belasting te verzekeren; ten tweede, de fiscale stimulansen ten gunste van de bouw te verhogen en ten derde, het Wetboek van de inkomstenbelastingen, het BTW-Wetboek en het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten te wijzigen.

Een eerste bepaling van de fiscale uitgaven betreft de vervanging van de vrijstelling ten belope van 10 pct. voor wettelijke ziekte- en invaliditeitsvergoedingen door een belastingvermindering. Wij kunnen het streven van de regering onderschrijven om, bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 29 van 30 maart 1982, het laatste en nog resterende vervangingsinkomen waarop een belastingvermindering van toepassing was, namelijk de vergoedingen toegekend krachtens de wetgeving inzake ziekte of invaliditeit, eveneens onder het stelsel van de harmonisatie van de vervangingsinkomsten te brengen.

De heer Van In. — U vergeet de vergoedingspensioenen.

De heer Friederichs. — In ruil voor de afschaffing van het abatement zullen degenen, die een ziekte- of invaliditeitsvergoeding genieten een verhoogde belastingvermindering genieten, berekend op basis van tien negende van het maximumbedrag van de werkloosheidsuitkering.

Tot besluit zou ik willen stellen dat de voorgestelde maatregelen als het ware een voortzetting zijn van het streven van de vorige regeringen om vervangingsinkomsten te belasten, zoals inkomsten uit arbeid, met een verzachting door middel van een belastingvermindering. Daarenboven werd rekening gehouden met de specifieke toestand van de zieken en invaliden door ze af te stemmen op de eerder geciteerde breuk ten negende. Ten opzichte van de andere belastingplichtigen werd het rechtvaardigheidsbeginsel ingevoerd. De toegekende belastingvermindering kan variëren naargelang van de gezinsnoden en/of andere eventuele inkomsten.

Een andere maatregel, vervat in artikel 11 van het wetsontwerp, strekt ertoe de fiscale aftrek van bijdragen aan erkende ziekenfondsen voor aanvullende of vrije verzekeringen tegen ziekte of invaliditeit — behoudens enkele welomschreven uitzonderingen — te beperken. Ik moet de opmerking van de minister van Sociale Zaken bijvallen: het is niet aangewezen dat een hele reeks bijdragen aan de mutualiteiten fiscaal aftrekbaar moeten zijn. Om alle misverstanden betreffende dit artikel te vermijden, wil ik erop aandringen dat het koninklijk besluit tot bepaling van de grens van de fiscaal aftrekbare bijdragen der zelfstandigen voor het verzekeren van een inkomensvergoeding voor ziekte of invaliditeit, zeer spoedig na de goedkeuring van dit wetsontwerp zou worden getroffen.

Een andere, mijns inziens positieve maatregel, betreft de belasting op de werkloosheidsuitkeringen. Een maatregel die op verzoek van de sociale partners werd getroffen omdat het van kracht zijnde stelsel nogal wat kritiek had gekregen. Aanleiding was het feit dat de werkloze verplicht werd een keuze te doen: te weten al dan niet belasting te laten inhouden. Een keuze die mede bepalend was voor de uiteindelijk verschuldigde personenbelasting, maar die wegens gebrek aan klaar inzicht in de eigen situatie niet altijd gemakkelijk te maken is.

Op verzoek van de vakbonden, die inzake de praktische regeling van de facultatieve inhouding ook niet altijd op een feilloze werkwijze konden buigen, wordt voorgesteld te opteren voor de invoering van een bedrijfsvoorheffing voor werkloosheidsuitkeringen van 10 pct. vanaf 1 januari 1987 en dit behoudens welomschreven uitzonderingen voor de volledig werkloze gezinshoofden en alleenstaande werklozen. Kortom, het lijkt mij een welgekomen vereenvoudiging te zijn, zowel voor de werkloze belastingplichtige als voor de administratie.

Vervolgens wil ik nader de maatregelen bespreken die zijn vervat in de nieuwe artikelen 12 en 13 van dit wetsontwerp, betreffende de stimulering van de bouwnijverheid. Deze maatregelen werden bij regeringsamen- dement in de commissie ter tafel gelegd en strekken ertoe een nieuw stelsel inzake directe belastingen in te voeren met betrekking tot, ten eerste, de aftrek voor interestlasten, van het belastbaar netto-inkomen, inzake nieuwbouw en vernieuwbouw; ten tweede, de vrijstelling van kapitaalaflossingen van de totale bedrijfsinkomsten.

Al moet ik toegeven dat de voornoemde fiscale stimuli in belangrijke mate werden uitgebreid, wat een gunstiger effect op de werkgelegenheid laat veronderstellen, moet ik toch betreuren dat de maatregelen inzake de handhaving van de BTW op 6 pct. niet gelijktijdig met dit wetsontwerp kunnen worden afgekondigd.

Ik verberg u niet dat ik tijdens de bespreking van de maatregelen inzake de bouwnijverheid, zoals voorgesteld in het spaarplan, moeite had met de BTW-verhoging tot 17 pct. De pil werd toen onder meer verguld door het vooropgezette doel van de BTW voor vernieuwbouw op 6 pct. te behouden, op voorwaarde dat de financiering zonder hypothecaire lening gebeurde en onder het bedrag van 800 000 frank bleef. Een collega heeft daarnet gezegd dat u deze ochtend hebt aangekondigd dat een nieuwe maatregel zou worden getroffen. Mijn echtgenote meende op de radio te hebben gehoord dat de BTW op 6 pct. behouden wordt. Wij wachten op wat u hierover morgen in uw antwoord zal zeggen.

Zonder in herhaling te vervallen met mijn eerder op deze tribune verdedigde standpunten ter zake, moet ik toch twee opmerkingen maken: ten eerste, maakt men het in ons land voor een bouwheer-opdrachtgever zeer moeilijk; collega de Clippele heeft het daarnet ook gezegd. Het is nagenoeg onmogelijk geworden nog werken aan onroerende goederen te laten uitvoeren zonder dat men een minutieus bijgehouden lijstje op zak heeft met de fiscale maatregelen en toepassingstermijnen in de bouwsector. Trouwens, iedereen weet dat het bijna onmogelijk is de hele wetgeving ter zake te kennen. Ik vrees dat soms de belangrijkheid van een maatregel teniet wordt gedaan door de verscheidenheid aan voorzieningen.

Ten tweede, wil ik refereren aan een conclusie van de Bedrijfsraad voor het bouwbedrijf die het jaar 1986 beschouwt als een overgangsjaar naar een nieuwe beperking van het totale effectief aan bouwvakkers. In

deze sector zijn de voorbije jaren al meer dan 120 000 arbeidsplaatsen verloren gegaan. Na de opschorting van de 6 pct. BTW-maatregel op 31 juli en het beperken van de overheidsinvesteringen op 64 pct. van het oorspronkelijk programma voor 1985, wachten de aannemers vregend de toekomst af.

Ik onderschat noch minimaliseer de verhoogde aftrek van de leninglasten voor de enige woning, integendeel. Maar maken wij ons ook niet te veel illusies: de bouwsector is immers veel meer dan woningbouw en de woningbouw is meer dan de enige woning van een gezin.

Aansluitend bij deze directe maatregelen inzake de bouwstimulering moet ik, om het geheel af te ronden, de bij artikel 46 bepaalde maatregel vermelden waarbij de termijn, waarin een onroerend goed wederverkocht moet worden om de gedeeltelijke teruggave van het registratierecht te kunnen genieten — zijnde drie vijfde van 12,5 pct. —, of 7,5 pct.), betaald bij de verwerving van het goed, van twee tot vijf jaar wordt verlengd. Ook deze maatregel kan een positieve bijdrage zijn.

Tenslotte wil ik dit hoofdstuk inzake bouwstimuli afronden met een algemene opmerking.

Hoe lovenswaardig de voorgestelde maatregelen ook mogen zijn, maatregelen die ik trouwens ten volle onderschrijf, toch spijt het mij dat ik opnieuw moet vaststellen dat deze maatregelen eens te meer geen geheel vormen, zodat de impact op het structurele waarschijnlijk aan de lage kant zal zijn. Een duurzame relance in de bouwsector zal weer nog niet voor morgen zijn.

Ik zou de regering dan ook willen vragen de resultaten in de bouwsector op de voet te volgen en kordaat in te grijpen als het moet, om finaal toch te komen tot de noodzakelijke structurele wijzigingen waarvan — en ik blijf er bij — een BTW-verlaging, al dan niet gekoppeld aan een verlaging van de registratierechten, een van de belangrijkste instrumenten kan zijn.

Ik moge besluiten.

Rekening houdend met nog enkele andere maatregelen, zoals de geleidelijke afschrijving van bijkomende wagenkosten, de bevordering van de tewerkstelling in de huishoudelijke sector en het belastingstelsel van de bruggenbouwen, bevat dit ontwerp een grote verscheidenheid van maatregelen die, hoewel zij in sommige sectoren nog voor uitbreiding vatbaar zijn, positieve gevolgen zullen hebben inzake een betere spreiding van de personenbelasting. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Taminiaux.

M. Taminiaux. — Monsieur le Président, je dois vous avouer qu'en lisant le projet de loi portant des dispositions fiscales, et plus particulièrement l'article 15 qui traite de l'allocation de chômage, je me suis demandé si la fée de la sagesse n'avait pas dirigé sa baguette magique vers le gouvernement. Tout peut arriver!

Je croyais, puisque vous abrogez certaines dispositions de la loi du 28 décembre 1983, que vous alliez enfin instaurer la paix fiscale pour les chômeurs. En prenant connaissance de vos commentaires sur les articles concernés, je remarque donc avec plaisir que Martens VI va mettre fin à des dispositions qui étaient appliquées depuis le 1^{er} janvier 1984 par Martens V.

En fait, c'est vrai, ces mesures non seulement taxaient scandaleusement les revenus amoindris que sont les allocations de chômage mais faisaient appel, en outre, à une sorte de volontarisme fiscal, mais un volontarisme fiscal impossible à appliquer.

Ainsi, le chômeur complet, non-chef de ménage, devait être en mesure de faire savoir, en début d'année, s'il préférait qu'un impôt de 10 p.c. lui soit retenu directement ou s'il optait pour un système par lequel l'impôt était augmenté de 22,5 p.c. lors du calcul de l'impôt sur les personnes physiques! Ce choix était extrêmement difficile à effectuer car les chômeurs ne peuvent savoir, par exemple, s'ils retrouveront un autre revenu pendant l'année.

Par ailleurs, il faut bien avouer que l'information sur les modalités d'application de cette loi a posé quelques problèmes. Mais ce qui est certain, c'est que, d'une manière ou d'une autre, les chômeurs non-chefs de ménage ont dû payer!

Je possède une note de calcul établie par l'administration des Contributions, relative à un ménage dont le mari est ouvrier qualifié et l'épouse chômeuse. Celle-ci a touché, en 1984, 174 368 francs d'allocations de chômage. Sur ce document, à la rubrique « Majoration pour insuffisance de retenue sur allocations de chômage », on peut lire: impôt proportionnel sur 174 368 francs: 47 022 francs, porté à 106 p.c., soit 49 843 francs et majoré de 22,5 p.c. soit 11 215 francs, ce qui forme un total de

58 237 francs. Ainsi, pour 174 368 francs d'allocations de chômage, pour lesquelles cette personne a cotisé, il est exigé un impôt de 58 237 francs, soit un tiers du maigre montant perçu. Elle a donc été « pointer » un jour sur trois au bureau de chômage pour payer ses taxes et pour enrichir les caisses de l'Etat. C'est énorme!

Cet exemple confirme sans équivoque l'alourdissement de la pression fiscale qui a été opéré sur les revenus du chômage. C'est d'autant plus inacceptable que ces taxes et surtaxes sont appliquées sur des revenus qui proviennent notamment des cotisations payées chaque mois par les travailleurs pour assurer la solidarité envers leurs camarades sans emploi.

J'étais donc heureusement surpris de voir ces dispositions abrogées! Cependant, en poursuivant ma lecture des commentaires, je m'aperçois que si vous admettez que ces mesures ont été très difficilement applicables et doivent être supprimées, vous n'y renoncez pas tout à fait puisque vous prévoyez leur remplacement par un précompte professionnel de 10 p.c. sur les allocations de chômage à partir du 1^{er} janvier 1987, soit pour l'exercice d'imposition 1988. En fait, seule la surtaxe de 22,5 p.c. disparaît, ce qui est déjà un résultat, car pour le reste, on remplace l'impôt par le précompte professionnel. Et dans le fond, pourquoi pas pour les revenus de 1986?

Je voudrais aussi vous demander, puisque vous admettez que certaines dispositions de la loi du 28 décembre 1983 sont mauvaises, s'il n'est pas possible de revoir les déclarations d'impôt concernées pour les exercices 1984 et 1985, et même pour l'exercice 1986, lorsque le moment sera venu. Le cas échéant, le gouvernement va-t-il rembourser aux chômeurs et chômeuses les sommes perçues en trop par rapport aux présentes dispositions légales? Ce ne serait que justice.

Par ailleurs, votre projet stipule que les chômeurs complets chefs de ménage et les chômeurs isolés qui ne perçoivent qu'une allocation réduite, verront leurs allocations exonérées du précompte.

A ce sujet, je souhaiterais savoir ce qu'on entend par « allocation réduite ». Est-ce l'allocation forfaitaire? J'aimerais être éclairé en cette matière. A mon sens, il n'est pas possible de traiter le volet fiscal de manière isolée, en feignant d'ignorer l'environnement social du chômeur.

Une première remarque, et elle est de taille, consiste à placer le présent projet de loi dans le contexte de la réforme du régime des allocations de chômage par laquelle le gouvernement prévoit une économie de 7 milliards au détriment des chômeurs.

Une seconde remarque réside dans le souci prépondérant de la sécurité d'existence du chômeur et, à ce sujet, je vous demanderai de bien vouloir vous référer à mon intervention d'hier relative à la protection des droits de ces contribuables que sont les chômeurs et leur famille.

En parlant de famille, je dois vous confier que le sort que vous réservez aux cohabitants me paraît particulièrement préoccupant. S'il n'a pas travaillé un an, après une année de chômage, il ne touchera plus que 35 p.c. de ses revenus plafonnés à un montant défini, puis, six mois après, il recevra l'allocation forfaitaire, non indexée, de 10 504 francs et sera ensuite suspendu si son temps de chômage dépasse le double de la moyenne régionale de chômage indemnisé calculée selon l'âge et le sexe.

Prenons d'abord le cas d'un jeune cohabitant touchant 369 francs d'allocations de chômage par jour. Il aura donc un revenu mensuel d'un peu plus de 9 000 francs qui sera diminué de 10 p.c. par le précompte professionnel obligatoire. Il ne disposera donc que d'une somme légèrement supérieure à 8 000 francs par mois, et cela, alors que ses revenus sont tellement faibles qu'ils ne sont pas taxables.

Puisque nous parlons des jeunes chômeurs, rappelons que ceux-ci peuvent voir leur statut de chômeur suspendu dans la troisième période, lorsque la durée de leur chômage dépasse le double de la durée moyenne du chômage complet indemnisé dans le ressort du bureau régional concerné, selon les catégories d'âge ou de sexe auxquelles ils appartiennent.

Par ailleurs, je me suis interrogé sur la répercussion du fait que, pour les jeunes gens de nationalité belge, il n'est pas tenu compte, dans le calcul, de la durée du service militaire ou du service civil. Evidemment, puisque le milicien ou l'objecteur de conscience ne sont pas indemnisés par le chômage!

Ainsi, dans le ressort du bureau régional de La Louvière, cette durée pour une jeune fille sera de 88 mois de chômage tandis que, pour un jeune homme, après 54 mois déjà, il tombera sous l'application de la mesure de suspension. Les obligations militaires ou civiles ne sont certes pas étrangères au délai moins long laissé aux garçons.

Aussi, étant donné la réforme du régime, ne pourrait-on en profiter pour augmenter la durée moyenne du chômage par la durée du service

militaire ou civil? Il me semble plus équitable de tenir compte de ce temps passé au service du pays.

Un autre aspect de ces notions de cohabitant et de durée moyenne sous-régionale du chômage est celui qui pousse des familles de deux cohabitants à estimer qu'il vaut mieux qu'un des deux se désiste et que l'autre devienne chef de ménage, ce qui leur paraît plus intéressant. Sur une seule journée, un permanent syndical m'a signalé avoir reçu cinq demandes de ce genre. Celui qui se désiste n'est donc plus retenu pour établir la moyenne du secteur territorial du bureau régional de l'Onem, ce qui raccourcit donc celle-ci.

Par ailleurs, j'aimerais savoir si le chômeur suspendu, et donc non indemnisé, est encore comptabilisé dans les statistiques qui servent à l'établissement de ce calcul. Si ce n'est pas le cas, il s'ensuit une réaction en chaîne ayant pour conséquence la réduction de la durée pendant laquelle les chômeurs concernés pourront conserver leur droit aux allocations — un cercle vicieux en somme — et cela, alors que le nouveau régime leur permet de retrouver, plus tard, leur statut de chômeur s'ils peuvent, à nouveau, honorer certaines conditions.

Ne serait-il pas plus juste de tenir compte des demandeurs d'emploi plutôt que des chômeurs indemnisés pour calculer cette moyenne?

En outre, comme vous le savez, la CEE a établi tout récemment un jugement extrêmement sévère à l'encontre de la politique de chômage belge qu'elle estime «sexiste et discriminatoire».

Chacun sait aussi que, dans notre pays, depuis quelques années, les isolés et surtout les cohabitants ont vu leurs allocations de chômage diminuer régulièrement. Et lorsqu'on sait que 65 p.c. des cohabitants sont des femmes, il ne faut pas s'étonner que la CEE ait sommé la Belgique de modifier sa législation du chômage sous peine d'être condamnée en Cour européenne de justice.

Mais penser à la situation du chômeur, c'est aussi connaître le sort qui lui est réservé lorsqu'il devient malade.

Prenons le cas d'une personne, chef de famille cette fois, qui ne dispose plus d'aucun revenu professionnel depuis, par exemple, fin décembre. Admettons qu'il s'agisse d'un ouvrier qualifié, qui, depuis le 1^{er} janvier, perçoit une allocation de chômage de 1 200 francs par jour. S'il devient malade, le 15 janvier de la même année, il ne touchera plus que 1 079 francs par jour, ce qui constitue le montant maximum pour un chômeur malade. Est-ce juste alors qu'il devra, en plus, faire face aux frais médicaux, pharmaceutiques et parfois d'hospitalisation et qu'il a cotisé à l'Inami?

A ce sujet, je me souviens d'un coup de téléphone particulièrement poignant que j'ai reçu, il y a quelques mois seulement, d'un chômeur malade. Il devait subir une intervention chirurgicale et se voyait dans la situation dramatique où il ne pouvait s'y soumettre, suite à une hospitalisation antérieure, il devait 20 000 francs à la clinique.

Je ne vous décrirai pas le contenu de cet appel, que je ne pourrai pas oublier, mais je vous demande simplement de réfléchir à cette situation bien réelle vécue par ce chômeur malade.

Estimeriez-vous que ce quadragénaire cohabitant vous soit redevable d'un précompte professionnel de 10 p.c.? Et ceux qui, après une visite chez le médecin, ne vont pas acheter les médicaments prescrits car ils coûtent trop cher!

Comprendre les autres, c'est avant tout, s'efforcer de se mettre à leur place.

Il en est du chômage comme de beaucoup d'autres choses: on ne le comprend que lorsqu'on le vit soi-même ou lorsque le cas arrive dans la famille ou chez des amis.

Tant qu'on n'est pas frappé personnellement ou sensibilisé affectivement par le chômage, on ne saisit pas vraiment ce qui se passe lorsqu'un monde d'espérance, d'épanouissement, d'objectifs fixés s'écroule autour de soi. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à culpabiliser ou même à condamner le chômeur... jusqu'au jour où ils le deviennent eux-mêmes. Ils diront même que le Belge a vécu au-dessus de ses moyens. Comme si les économiquement faibles fixaient les règles du système...

Vous connaissez certainement des couples qui ont dû vendre leur petite maison à cause de la perte d'un ou parfois de deux revenus professionnels. Je peux vous citer aussi des cas de personnes qui ont travaillé et cotisé pour le chômage pendant plusieurs années et qui n'ont droit à aucune indemnité de chômage parce qu'elles ont arrêté volontairement leur travail pour élever leurs enfants. Elles cherchent maintenant du travail mais elles ne seront jamais que demandeuses d'emploi non indemnisées et n'auront donc même pas accès aux emplois de CST, CMT ou TCT, et pourtant elles ont cotisé. Pensez aussi à ceux qui ne peuvent prétendre qu'à un nombre de journées indemnisées par

les allocations de chômage — c'est fréquemment le cas pour les ouvriers des ateliers protégés — ou à ceux qui sont suspendus ou exclus... Plus d'indemnités!

Pour les petits indépendants qui ont essayé de travailler à leur compte et ont échoué, pas d'indemnité.

Enfin, pour ceux et celles qui n'ont pas terminé le cycle d'enseignement qui donne droit aux allocations d'attente, pas d'indemnité non plus!

En Wallonie, en janvier 1986, 36 p.c. des jeunes de moins de vingt-cinq ans sont des chômeurs complets indemnisés. Mais si l'on tient compte des autres jeunes demandeurs d'emploi qui ne touchent pas d'allocations, on arrive aux taux effarant de 44 p.c. Soit presque un jeune sur deux! Lorsqu'on sait que les jeunes sont souvent des cohabitants, on ne peut que s'inquiéter pour leur avenir.

Comment ne pas se rendre compte que le chômeur, amoindri de manière souvent considérable dans ses ressources, ne peut pas digérer une fiscalité qui le prive de 10 p.c. de ses petits moyens et qui le précipite donc vers le quart monde.

Je pense qu'en s'en prenant aux chômeurs plutôt qu'au chômage, le gouvernement tire sur une corde qui risque de se rompre. Le chômage, pour lequel, il faut le rappeler, les travailleurs ont cotisé, est bien sûr, une réforme sociale particulièrement importante que le monde du travail entend préserver, mais c'est aussi, il faut bien s'en rendre compte, une sorte de soupape de sécurité pour le système économique qui nous dirige.

S'il n'y avait plus d'allocation de chômage, il ne faut pas être grand devin pour imaginer, en cette période de crise particulièrement dure et longue, ce que serait la situation sociale de notre pays.

Savez-vous que selon la FGTVB, fin 1985, le chômage touchait 922 000 personnes dans notre pays? Bien entendu, si l'on étend la notion de chômeur à celle de famille de chômeur on peut franchement doubler ce chiffre.

J'espère que le gouvernement comprendra qu'il est temps de cesser de tirer sur une ficelle de plus en plus élimée, car sa rupture risque de provoquer des drames sociaux particulièrement graves.

Il y a des limites qu'il ne faut pas franchir. Mon devoir était tout simplement de vous en avertir! (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Kenzeler.

De heer Kenzeler. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal zo laat op de avond tijdens mijn kort betoog enkel spreken over het pensioensparen.

Het valt niet te ontkennen dat vanuit een bepaalde hoek wordt gepoogd het wettelijk pensioen af te breken en dat wordt gestreefd naar de privatisering ervan. Bepaalde milieus beweren, maar kunnen het niet bewijzen, dat het huidige wettelijk pensioen op termijn niet meer te betalen is. Staatssubsidies verhogen kan niet wegens van het grote begrotingsdeficit, evenmin als de sociale-verzekeringsbijdragen verhogen, gezien de reeds hoge fiscale en parafiscale druk. Daarom moet volgens deze kringen het wettelijk pensioen worden teruggeschroefd, het bestaand aanvullend pensioen worden uitgebreid en moet een nieuw individueel aanvullend pensioensparen worden ingevoerd. De laatste twee systemen kennen een andere financieringstechniek dan het wettelijk pensioen.

Pensioensparen is echter ook niet de oplossing. Het is zeker geen oplossing voor de personen die het meest een aanvullend pensioen bovenop hun laag wettelijk pensioen zouden kunnen gebruiken, bijvoorbeeld werklozen of werknemers met een laag loon, want zij kunnen voor zulk een aanvullend pensioen de premies niet betalen. De nieuwe beloofde voordelen zijn er dus niet voor de armsten. Integendeel, men doorbreekt de solidariteit. Alleen degenen met hoge inkomens komen aan hun trekken, de anderen worden aan hun lot overgelaten.

Een goedkopere financiering van het pensioen is het evenmin. Zou men dezelfde voordelen willen waarborgen als nu, maar op basis van de spaartechniek, dan kost dat evenveel als het huidige wettelijke systeem. De liberalen geven zelfs dit toe.

Voor degenen die kunnen meedoen aan dergelijk systeem is de kostprijs identiek. Waarom zou men premies voor een aanvullend pensioen nog wel kunnen betalen en de sociale bijdragen niet meer? De Staat echter betaalt het gelag, want het spaarsysteem zou worden aangemoedigd met een dure fiscale aftrek. Bijgevolg is aanvullend pensioensparen zeker niet de oplossing voor degenen die een verbetering van het pensioen nodig hebben. De financieringstechniek is niet gunstiger en lost de financieringsproblemen niet op, maar verhoogt integendeel het overheidsdeficit.

De ware bedoeling is echter heel anders, namelijk de afbraak van het wettelijk pensioen. Voorstanders van het aanvullend pensioensparen verklaren met de regelmaat van een klok dat ze aan het wettelijk pensioen niet willen raken. Hoe men kan verklaren dat aanvullend pensioensparen onvermijdelijk wordt, aangezien het wettelijk pensioen naar de haaien gaat, lijkt op het eerste gezicht niet duidelijk. Maar bij nader toezien worden de echte plannen vrij vlug duidelijk.

Men wil het wettelijk pensioen afbreken ten voordele van de aanvullende pensioenen. Het is niet mogelijk een uitgebreid en veralgemeend stelsel van aanvullende pensioenen uit te bouwen bovenop het bestaande stelsel van het wettelijk pensioen. Daarom wil men gelijktijdig met de uitbreiding van het ene, het andere, het wettelijk pensioen, verminderen tot een minimum. Alle voorgestelde technieken leiden tot een zelfde resultaat, het verminderen van het wettelijk pensioen.

Uiteraard zal men bij een kleiner wordend wettelijk pensioen ook de bijdragen van vooral hoge inkomens doen dalen; hiervoor zullen de liberalen wel hun beste beentje voorzetten. Zij hebben immers dat geld nodig voor de financiering van het aanvullend pensioen, dat door afbraak van het wettelijk pensioen meer dan vroeger een noodzaak geworden is.

Het valt dan gemakkelijk de slachtoffers aan te duiden van dergelijke ontwikkeling. Vermits de inkomsten voor het wettelijk pensioenstelsel door een vermindering van de bijdragen van de hoge inkomens zullen dalen, worden de huidige gepensioneerden bedreigd en ook degenen die de komende decennia met pensioen gaan. Een systeem van aanvullend pensioen heeft immers 40 à 45 jaar nodig om operationeel te zijn, hoewel in tussentijd het wettelijk pensioen wordt afgebroken. Twee volwaardige stelsels boven elkaar zijn onbetaalbaar.

Zo bedriegt men twee generaties gepensioneerden: de huidige en deze van de toekomstige decennia. Zo een systeem doorbreekt de solidariteit: de bijdragen van de hoge inkomens voor het wettelijk systeem worden geblokkeerd om ze de kans te geven te sparen voor een aanvullend pensioen, en de lage en middelgrote inkomens moeten zich maar zien te redden voor de financiering van het wettelijk pensioen.

De winnaars zijn ook gemakkelijk aan te duiden. De hoge verplichte pensioenbijdragen van de hogere-inkomensstrekkers worden in de jaarverslagen van de financiële instellingen steeds meer bekritiseerd; die vinden het spijtig dat dit geld niet bij hen wordt belegd. Hun wensen worden werkelijkheid bij een afbraak van het wettelijk pensioen, door bijvoorbeeld de sociale bijdragen opnieuw te plafonneren. Blijft nog de vraag of degenen die deelnemen aan het aanvullend pensioensparen, ook met zekerheid tot de winnaars zullen behoren.

Men beweert dat, aangezien het aanvullend pensioen op een kapitalisatietechniek gebaseerd is, de zekerheid op een toekomstig pensioen veel groter is dan bij het wettelijke stelsel. Bij het kapitalisatiestelsel zijn er nog verschillende vragen waarop geen antwoord is. Welke waarborg heeft men dat het kapitalisatiestelsel over een 40-tal jaren een pensioen kan geven waarvan de koopkracht voldoende zal zijn? Hoe gaat men na het ingaan van het pensioen de koopkracht ervan waarborgen? Hoe gaat men personen die niet volledig aan dergelijk systeem konden deelnemen, een interessant pensioen waarborgen?

Het aanvullend pensioensparen is geen oplossing voor de pensioenproblematiek. De aandelenwet, waardoor men aandelen ten belope van 40 000 F plus 10 000 F per persoon ten laste van zijn belastbaar inkomen kan aftrekken, loopt af. Loopt men hier ook weer niet wat te vlug van stapel, zonder lessen te trekken uit de ervaring met de voorbije, maar voor de Schatkist nog voelbare, aandelenwet?

Men kan dan stellen dat het uiteindelijk gaat om een nieuwe fiscale aftrek voor de hoge inkomens, ongetwijfeld gestimuleerd door de vrijgevigheid van de fiscus.

De campagne ter bevordering van het extra-legaal pensioen en de individuele privé-pensioenvorming beklemtoont dit.

Het is dus beter voorrang te verlenen aan het wettelijk pensioenstelsel met behoud van de drie stelsels: werknemers, openbare sector en zelfstandigen. De verdere uitbetaling van de pensioenen loopt gedurende de komende decennia geen gevaar. Een dom optimisme inzake de financiële vooruitzichten zou misplaatst zijn, zeker als men vaststelt dat de regering regelmatig overschotten van de pensioensector aanspreekt om andere projecten mee te financieren. De fiscaal gestimuleerde wildgroei van de aanvullende pensioenen vormt eveneens een bedreiging voor het wettelijke pensioen. Daarom moeten we zeker de zaken niet op hun beloop laten, maar is het nemen van concrete maatregelen noodzakelijk.

Het ware beter nu reeds de nodige voorzorgsmaatregelen te nemen ten einde de eventuele toekomstige financieringsmoeilijkheden te kunnen opvangen. De voorzorgsmaatregelen moeten de latere uitbetaling voor

alle werknemers veilig stellen. De overschotten van de pensioensector mag men niet langer opsouperen, maar men moet een stabilisatiereserve aanleggen, een soort appeltje voor de dorst.

Deze reserve zou in collectieve kapitalisatie moeten worden beheerd. Hiermee wordt bedoeld, dat de huidige betalende die deze reserves mee helpen opbouwen hier een afdwingbaar recht op bekomen, indien de uitbetaling van het pensioen bijvoorbeeld wegens demografische ontwikkelingen moeilijkheden zou kennen. Deze stabilisatiereserve zou dan ook slechts met akkoord van de sociale gesprekspartners kunnen worden aangesproken.

De nieuwe en toekomstige gepensioneerden zullen een voordeliger pensioen kunnen genieten door steeds mee rekening te houden met de reële lonen bij de berekening van het pensioen. De oude pensioenen blijven echter in de kou staan. Een groot aantal gepensioneerden ontvangt nog slechts een klein pensioentje: ongeveer 40 000 personen moeten met een minimumpensioen rondkomen. Daarom is het beter in de privé-sector de minimumpensioenen van nu te verhogen alsook die voor de oudste gepensioneerden op te trekken. De financiering van deze inhaalbeweging zou kunnen gebeuren via een patronale sociale-zekerheidsbijdrage op de patronale stortingen voor extra-legale pensioenen.

« Dure fiscale voordelen » als slogan tot bevordering van het aanvullend pensioensparen dient men te vermijden. Slechts een minderheid zal dit voordeel genieten, terwijl een meerderheid het gemaakte gat dient op te vullen. Tot heden wordt er nergens inzake de aftrekken in een cumulatieve beperking voorzien. In het meest extreme geval zou dit per individuele belastingplichtige kunnen gaan tot een aftrek van 90 000 F inzake levensverzekeringen en een onbeperkte aftrek inzake groepsverzekeringen of pensioenfondsvoorziening.

Inzake een nieuwe aftrek voor het individueel aanvullende is nog geen exact voorstel bekend, maar volgens de regeringsverklaring zou men zich inspireren op twee ingediende wetsvoorstellen met een aftrek van respectievelijk 90 000 en 80 000 F, in bepaalde gevallen zelfs 120 000 F. Zou men deze toenemende dure aftrekken beter niet beperken en tevens het belastingstelsel op de uitkeringen herzien?

Is het eveneens niet beter de aftrek van het belastbaar inkomen om te zetten in belastingkredieten? Om te vermijden dat de belastingbesparing wegens de premieaftrek stijgt met de hoogte van het inkomen, zou men beter de huidige aftrekken door een belastingvermindering vervangen.

Wil men vermijden dat de aanvullende pensioenen verder de ongelijkheid tussen de gepensioneerden doen toenemen, dan moeten er formules worden gevonden om de overdreven pensioenen af te remmen, en dit kan dan zowel door voor werknemers als voor werkgevers de fiscale aftrekbaarheid te beperken. Tevens is het meer dan normaal dat degenen die gedurende heel hun beroepsloopbaan fiscale aftrekbaarheid hebben kunnen genieten, bij uitkering door een passende belasting op het aanvullende pensioen worden getroffen.

De economische crisis maakt de toekomst somber. Deze regering betwist steeds meer de verworven rechten van de arbeiders. Een groot deel van de mensen die nog kunnen sparen doen dit uit angst voor de dag van morgen en dit voorzorgssparen mag men niet bemoeilijken.

Aanvullende pensioenen via groepsverzekeringen en pensioenfondsen zijn voor enkele honderdduizenden werknemers een realiteit. Het mag echter geen voorwendsel worden om aan enkele honderdduizenden bevoorreedden royale fiscale voordelen te blijven toekennen. Het ware beter de controle op dit voorzorgssparen te verbeteren en tevens de aandacht te vestigen op een aantal tekortkomingen. Er is volgens ons geen behoefte aan een nieuwere vorm van individueel aanvullend pensioensparen, omdat de gemengde levensverzekering reeds zulke mogelijkheden biedt. De huidige budgettaire moeilijkheden zouden nogmaals worden verhoogd door een grote vermindering van de inkomsten, ingevolge de nieuw toe te kennen fiscale aftrek, en dit op een moment dat men ingevolge besparingsoverwegingen de reserves van het wettelijk pensioen aanspreekt.

Het individueel pensioensparen gaat niet uit van de bekommernis om de uitbetaling van de pensioenen veilig te stellen. Ook is het geen wondermiddel om geld voor nieuwe investeringen te vinden. Het is wel het voorwendsel om een nieuwe fiscale aftrekpost voor de hoge inkomens te creëren waarmee geld naar de privé-sector kan worden gesluisd die er zijn winsten mee kan verhogen.

In het licht van de huidige begrotingsmoeilijkheden is dit pensioensparen onaanvaardbaar. Het leidt tevens tot een privatisering van de sociale zekerheid. Dit betekent een vermindering van de solidariteit, want privatisering betekent na verloop van tijd dat de actieve bevolking niet meer betaalt voor de gepensioneerden, maar geld opzij legt tegen dat ze zelf

met pensioen gaat. Hierdoor neemt de ongelijkheid toe en moet het grootste deel van de bevolking het met een klein basispensioen stellen. Daarom blijven wij vechten voor het wettelijk pensioen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hotyat.

M. Hotyat. — Monsieur le Président, dans l'exposé des motifs du projet qui nous occupe, en ce qui concerne les deux articles en relation avec le secteur de la construction, le gouvernement proclame fièrement que la promotion de l'emploi est sa principale priorité et qu'en conséquence, il œuvre en faveur du secteur de la construction.

Ne dit-il pas dans sa justification de l'article 11bis devenu 12: «La promotion de l'emploi constitue la principale priorité du gouvernement. C'est pour cette raison qu'il a estimé que les incitants fiscaux créés en faveur du secteur de la construction pouvaient encore être améliorés»?

N'insiste-t-il pas dans son commentaire de l'article 12 devenu 13: «La présente disposition tend à concrétiser la politique du gouvernement en faveur du secteur de la construction»?

Assiste-t-on à un exercice d'illusionnisme ou à la pratique de la méthode Coué? Probablement aux deux à la fois!

D'une part, oubliant Val-Duchesse avec la très courte mémoire qui le caractérise, le gouvernement se persuade qu'il fait tout ce qui est nécessaire pour le grand bond en avant du secteur de la construction. D'autre part, il cherche à nous le faire croire. Ca c'est l'illusionnisme et aussi la «grande illusion» du gouvernement.

Constatant en commission l'autosatisfaction du gouvernement en ce qui concerne les mesures qu'il proposait pour ce secteur, j'ai demandé au ministre des Finances de nous tracer la comparaison entre l'effort gouvernemental avant et après Val-Duchesse.

J'attends toujours la réponse à cette question et je l'attendrai sans doute encore longtemps, car ce que j'ai exposé le 2 juin dernier devant cette assemblée reste vrai ce 17 juillet.

Le secteur de la construction est un des exemples les plus marquants de l'attaque importante contre l'emploi que constitue le plan dit «de la Pentecôte». La Confédération nationale de la construction indique que son secteur qui a perdu 100 000 emplois depuis 1980 devrait en sacrifier encore 40 650 d'ici à 1989. Dans un avis de conjoncture pour 1986 dont le contenu, disent *La Libre Belgique* et *L'Echo de la Bourse*, est particulièrement sévère pour le gouvernement, le Conseil professionnel de la construction, composé des interlocuteurs sociaux concernés, n'est pas moins pessimiste. Ce conseil indique que la demande de travaux de construction est exposée aux retombées de décisions qui consacrent le désengagement de l'Etat d'un soutien actif du logement et de l'activité de travaux publics. Le Conseil précise: «L'année 1986 apparaîtra vraisemblablement comme une transition non pas vers un éclaircie conjoncturelle du point de vue de l'emploi, mais vers de nouvelles compressions de l'effectif des travailleurs de la construction.»

Dans le domaine des investissements publics, on le sait, c'est une réduction catastrophique de plus d'un tiers de l'effort de l'Etat à laquelle il faut ajouter l'effet négatif de l'austérité imposée aux communautés, régions, communes et aux sociétés de logement social.

A propos de cette réduction, la Confédération nationale de la construction dit: «Ce qui est intolérable pour nous — et économiquement impensable — c'est l'extrême soudaineté de ce brutal coup de frein. Il est clair qu'en réagissant de la sorte le gouvernement a choisi une fois de plus la facilité, sans trop se soucier du sort des entreprises qui n'ont d'autres perspectives que les commandes des pouvoirs publics.

Toute la question est de savoir si, confronté au démantèlement des dites entreprises, le gouvernement a pensé à prévoir un plan d'accompagnement ou s'il se contentera de laisser jouer la loi des faillites?»

Dans le secteur du logement privé qui nous préoccupe plus particulièrement aujourd'hui, l'aide diminue aussi de façon substantielle.

Les quatorze milliards consacrés à la réduction de la TVA sont devenus quatre milliards après Val-Duchesse. Voilà exactement ce qui a été perdu, c'est énorme.

C'est compte tenu de cela, et non de la publicité gouvernementale qu'il faut juger ce qui nous est proposé aujourd'hui, c'est-à-dire deux mesures de déductibilité des revenus: l'une relative au remboursement du capital des emprunts hypothécaires, l'autre au paiement des intérêts de ces emprunts.

Examinons-les de plus près, et ce sous divers aspects.

Une première facette, essentielle pour la relance du secteur de la construction, est le caractère incitant ou non des mesures pour les bénéficiaires.

Une mesure est d'autant plus incitante qu'elle constitue un avantage significatif, est aisément compréhensible pour les intéressés et d'un effet rapide ou immédiat ces trois caractéristiques pouvant évidemment se combiner.

Les mesures préconisées ne répondent pas à ces caractéristiques.

Par rapport à la situation antérieure à Val-Duchesse, on ne peut dire qu'elles sont significatives. Loin de là! Il suffit d'opposer la réduction de 11 p.c. de la TVA à l'augmentation du montant de l'amortissement d'un emprunt hypothécaire, déductible des revenus professionnels.

Par ailleurs, en matière d'intérêts hypothécaires, la comparaison de la déductibilité des 200 000 francs en trois ans, avec la nouvelle mesure, ne permet pas de conclure à un avantage significatif, compte tenu de l'abaissement des taux d'intérêt. A cet égard, le centre d'études du PSC-CVP note même qu'il est paradoxal de proposer une diminution du coût des prêts hypothécaires quand les taux d'intérêts sont en baisse.

Ici aussi, nous espérons un tableau comparatif des avantages pour les bénéficiaires avant et après Val-Duchesse mais, comme soeur Anne, nous n'avons rien vu venir, et pour cause.

Le centre d'études du PSC-CVP a aussi attiré l'attention sur un fait important sur le plan de l'incitation: le retour à une TVA de 17 p.c. et le jeu différé de la déductibilité augmenteront le montant en fonds propres dont devra disposer le candidat bâtisseur alors que c'est précisément du côté de l'épargne préalable que se trouve un des principaux freins à la construction. Le Cepass rappelle à cet égard la solution préconisée par le Bureau du Plan, celle de «resolvabiliser» les ménages disposant de revenus allant jusqu'à 939 000 francs.

Quant au caractère compréhensible des mesures, il n'est pas évident, eu égard à leur complexité. Le calcul de l'effet net de la déductibilité n'est pas simple. Il se complique encore dans le cas de la déductibilité des intérêts hypothécaires car cette déductibilité ne joue que pour la partie qui excède celle des revenus réels ou fictifs perçus par l'intéressé et notamment le revenu cadastral. Or, ce dernier n'est connu au plus tôt que deux ans après la fin de la construction. Le centre d'études du PSC-CVP partage ce point de vue dans sa critique tardive du plan gouvernemental.

Le nouveau système, expose-t-il, implique une insécurité fiscale totale dans la mesure où il fait dépendre l'avantage fiscal d'un revenu cadastral qui ne sera attribué qu'un an ou deux après l'occupation de l'immeuble. Bien sûr, le ministre des Finances a dit qu'il donnerait des instructions à son administration pour que celle-ci notifie le plus rapidement possible le revenu cadastral aux nouveaux constructeurs. Donner des instructions, c'est bien. Encore faut-il que l'administration ait les moyens de les suivre et, sur ce point, les doutes sont très sérieux.

Pour ce qui est de l'effet rapide ou immédiat des mesures proposées, ce n'est pas mieux. En effet, en ce qui concerne l'amortissement des emprunts hypothécaires, l'impact ne se fera guère sentir pendant les premières années car, durant celles-ci, en général, la partie essentielle des paiements des emprunteurs portera sur les intérêts. Quant à la déductibilité des intérêts hypothécaires, il faut aussi constater qu'elle ne sera pas rapidement perceptible pour le contribuable en raison des procédures de fixation du revenu cadastral et d'établissement de l'impôt. En outre, le Cepass, encore lui — comme l'écrit *Le Soir*, c'est à la concasseuse que le Cepass passe le projet du gouvernement —, indique que si l'on tient compte de la péréquation cadastrale prévue pour janvier 1991, les revenus cadastraux seront vraisemblablement doublés et que la déductibilité complémentaire sera ainsi réduite à zéro.

Cette analyse, logique me semble-t-il, des mesures gouvernementales vues sous l'angle du bénéficiaire éventuel ne nous est pas propre. Elle est largement partagée par les commentateurs et les analystes.

C'est ainsi que dans une longue chronique de *L'Echo de la Bourse*, sous le titre suggestif de «Compliciter pour compliquer», Philinte aboutit à des conclusions identiques parlant «d'une complication telle que peu de contribuables vont s'y retrouver» et indiquant que «le gouvernement Martens VI a remplacé une formule simple et efficace — la TVA à 6 p.c. pour les travaux de construction de logement, au lieu de 17 p.c. — par une formule lourde, compliquée et incompréhensible — la nouvelle déductibilité fiscale des intérêts hypothécaires».

Philinte ajoute: «Ce qui est tout bon est la réaction du ministre des Finances Marc Eyskens, qui y est allé de son propre communiqué pour expliquer à la population les nouvelles modalités de déductibilité fiscale des intérêts hypothécaires. Le ministre a dû, en effet, être sidéré par les

explications erronées qui ont paru dans la presse. Mais son communiqué est lui-même incompréhensible et, de plus, lorsqu'on parvient à le décrypter, il est inexact à beaucoup d'endroits!» et Philinte de mettre les choses au point sur trois longues colonnes.

A la lueur de cela, est-il encore besoin d'insister sur le caractère négatif des mesures gouvernementales, du point de vue de l'incitation?

Un deuxième aspect de la politique gouvernementale qu'il convient de situer est l'importance de l'effort que représentent pour l'État, les mesures préconisées. Il ressort de ce que je viens de dire à propos de la valeur incitante des dispositions proposées, que l'essentiel du poids budgétaire de celles-ci est reporté pour l'État à moyen et même à long terme, en tout cas, quasi à une fin normale de la législature ou au-delà.

Il apparaît donc que les soi-disant mesures «pro-construction» du gouvernement sont un tour de passe-passe, puisqu'elles créent aujourd'hui l'illusion d'une action positive alors que les effets, pour les bénéficiaires, ne seront perceptibles que bien plus tard et les conséquences budgétaires, essentiellement pour les législatures suivantes.

Face à cette politique gouvernementale, le Parti socialiste propose une politique réellement incitante et donc plus efficace sur le plan de la relance du secteur de la construction. Nous sommes favorables au maintien de la TVA à 6 p.c., d'une part, et au crédit d'impôt plutôt qu'à l'abattement, d'autre part.

Ces mesures sont beaucoup plus significatives, plus compréhensibles et d'un effet plus rapide que les mesures gouvernementales. Ces propositions s'expriment dans des amendements que nous développerons au moment opportun.

Les conséquences d'un retour du taux de TVA à 17 p.c. pour le secteur de la construction ont été largement mises en évidence. Le Conseil professionnel de la construction indique que les perspectives à court terme ne sont, en tout état de cause, pas bonnes et qu'un brusque retour de la TVA à 17 p.c. minerait l'activité pendant de nombreux mois.

Le centre d'études du PSC-CVP condamne durement, lui aussi, l'augmentation de la TVA tant pour son effet négatif sur le candidat bâtisseur que pour l'appréciation erronée du gouvernement quant à son effet réel au plan budgétaire. Le Cepass critique une hausse de ce taux qui va gonfler les prix de la construction alors que le Bureau du Plan relève que ces prix sont devenus prohibitifs. Au plan budgétaire, le Cepass indique que le relèvement de la TVA, qui aura pour effet d'augmenter les prix du bâtiment de 10,4 p.c. en moyenne, réduira la demande et qu'en conséquence, ce relèvement sera loin d'avoir le rendement de treize à quinze milliards que le gouvernement espère.

Le Premier ministre et le ministre des Finances ont aussi insisté sur la dimension sociale des mesures. Celle-ci s'exprime selon eux, au niveau de l'article 13, par la prise en compte de la dimension de la cellule familiale et par le fait que l'abattement sera plus important pour les revenus cadastraux peu élevés.

Sur ce dernier point, je dirai que le lien entre revenu cadastral et revenu familial n'est pas évident. Tout le monde sait que, pour un immeuble de même confort, de même superficie et de même coût, le revenu cadastral peut être très différent selon la situation géographique. Il apparaît donc que cette mesure est en fait inéquitable, comme le souligne le Cepass, donc non sociale.

Quant à l'avantage apparent lié au nombre d'enfants, il sera absorbé par l'augmentation nécessaire du volume bâti et par l'accroissement consécutif du revenu cadastral.

Les justifications sociales de la mesure ne résistent donc pas à l'examen, mais celui-ci révèle que la réalité se situe à l'opposé. En effet, le système proposé d'abattements fiscaux est plus profitable aux revenus élevés. C'est pourquoi nous préférons le crédit d'impôt et la réduction de TVA, plus intéressants pour les revenus modestes et moyens. Ces revenus, les plus nombreux, sont d'ailleurs les plus susceptibles de répondre à une incitation. En effet, l'avantage financier est moins déterminant pour les revenus élevés.

Un autre détail des propositions montre encore le caractère faussement social des mesures préconisées.

En matière de rénovation, l'intention initiale était de limiter le bénéfice de la TVA de 6 p.c. aux travaux réalisés sans emprunt hypothécaire. Or, beaucoup de personnes à revenus modérés n'ont que la rénovation, bien souvent avec un apport de travail personnel, pour accéder à la propriété d'un logement. Ces personnes ont généralement besoin d'un emprunt. Toutefois, sur ce plan, semble-t-il, la situation a évolué, mais elle n'est pas complètement claire.

En effet, monsieur le ministre, vous avez reconnu en commission qu'il ne sera pas facile de contrôler la limite de la mesure, notamment l'absence

d'emprunt, et que celui qui emprunte et paie au moyen de cet argent emprunté a également droit à un taux de TVA réduit. Vous avez estimé qu'il n'était pas exclu que les deux avantages soient cumulés. Où en est-on aujourd'hui? Pourra-t-on ou non emprunter et bénéficier du taux de 6 p.c.?

Je souligne, d'autre part, que la rénovation est également exclue du bénéfice de l'amortissement du capital.

Nous ne pouvons souscrire à ces exclusions et sur ces points aussi nous avons déposé des amendements.

Nos propositions vont donc plus loin que celles du gouvernement en matière de soutien à la rénovation. C'est que nous croyons que la santé économique et sociale de nos villes et aussi leur qualité urbanistique doivent s'appuyer sur une indispensable rénovation comportant une part importante de réhabilitations et d'adaptations, à côté de reconstructions intégrées.

La politique gouvernementale nous paraît, par contre, empreinte de réticence et même d'incohérence. Avez-vous pensé que le rôle que jouera votre mesure, un faible montant de revenu cadastral, favorisera de fait la construction neuve en zone suburbaine? Est-ce compatible avec la rénovation des villes?

La rénovation, c'est aussi la possibilité d'associer le plus grand nombre de citoyens à l'entreprise de relance. Car ce gouvernement ne l'a pas compris, les réactions à Val-Duchesse sont la démonstration que le chemin de la relance passe par le consensus entre le social et l'économique et non par la société à deux vitesses. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Eicher.

M. Eicher. — Monsieur le Président, ainsi donc, voici la discussion de cette fameuse «charte du contribuable», cette exigence formelle, *sine qua non*, de la majorité, prix à payer à la suite d'une promesse électorale faite à une catégorie bien spéciale d'électeurs, les experts, les inciviques de la fraude fiscale.

«Charte du contribuable». Quel beau vocable pour baptiser d'harmonieuse façon une disposition tant contestée par les sociaux-chrétiens et par la CSC, à qui l'on administre ainsi la preuve qu'ils ne comptent pas!

Dans quelques heures, nos collègues «chrétiens» — et j'insiste tout particulièrement sur cet adjectif — la voteront, la main sur le cœur, la conscience à l'aise, comme si cette charte était le fruit de leur propre volonté politique, de leur propre imagination.

Au diable — c'est le cas de le dire — toutes les craintes, toutes les contestations, toutes les réticences, toutes les objections de conscience, toutes les déclarations hostiles d'il y a peu! Subsistera la seule restriction mentale, ce fameux produit de jésuites.

Que ne concède-t-on pas quand la survie d'un gouvernement est en jeu? Survie bien passive pourtant. Car c'est devenu le secret de Polichinelle au fil des fuites savamment orchestrées: le gouvernement actuel est une admirable synthèse de multiples contradictions dont les citoyens ne sont pas dupes.

C'est la CSC qui a officiellement déclaré que les dispositions contenues dans cette «charte des fraudeurs» allaient mettre fin à l'indispensable collaboration qu'entretenaient jusqu'à présent la Justice et l'Inspection sélénienne des impôts, action en commun qui permettait de faire entrer chaque année plusieurs milliards dans les caisses du Trésor. Pour mémoire, voyons au budget des Voies et Moyens, en recettes, le poste de X milliards, intitulé «lutte contre la fraude fiscale».

Les résultats acquis par cette collaboration auraient dû être applaudis par tout le monde, mais les libéraux en ont décidé autrement. Au fur et à mesure que l'étau se resserrait, c'étaient les amis des amis qui étaient menacés et devaient être protégés. Certaines formations politiques voulaient réagir devant cet état de fait. Le PSC-CVP avait promis des amendements qui ne devaient pas être de pure forme. On allait voir ce qu'on allait voir.

Aujourd'hui, nous voici dans la dernière ligne droite, juste avant l'arrivée, et ceux qui avaient crié si fort ont totalement oublié de présenter sous forme d'amendements tous les correctifs qu'ils avaient annoncés.

Nous, socialistes, devrions nous réjouir de l'attitude des sociaux-chrétiens. Ils n'ont pas seulement dupé la population lors de la dernière campagne électorale en lui faisant croire que les trois quarts du chemin étaient accomplis. Ils n'ont cessé depuis lors de tromper leurs propres électeurs en leur laissant entendre qu'ils n'accepteraient pas la charte du contribuable, puis en se pliant néanmoins sans condition à la volonté des libéraux.

Croyez-vous que vos électeurs ont voulu ces cadeaux aux inciviques de l'impôt? Ils ne sont pas dupes, même si vous riez sous cape en vous disant dans votre for intérieur: «Ils sont si bêtes qu'aux prochaines élections, ils auront tout oublié!» Et là, les partis chrétiens se trompent; c'est toujours une erreur de spéculer sur l'ignorance de la population; les électeurs n'auront pas la mémoire aussi courte que vous l'espérez.

De plus, nous nous trouvons devant une situation incroyable, grotesque et même ridicule. Les partis, et singulièrement les parlementaires proches du Mouvement ouvrier chrétien, vont voter une loi qui instaure de nombreux filtres à la lutte contre la grosse fraude fiscale. Les parquets ne pourront plus guère instruire une affaire sur la base d'un renseignement reçu d'un agent des Contributions.

Par contre, ces mêmes parlementaires liés à la CSC, admettent qu'il suffit d'un coup de téléphone anonyme à l'Onem — comme au temps de la Gestapo — pour qu'aussitôt cet Office s'empresse d'envoyer un ou plusieurs inspecteurs pour contrôler un chômeur dénoncé. Quel changement de mentalité! Je me demande si c'est cela la nouvelle morale chrétienne. Comme il est bien d'application aujourd'hui le dicton: «Selon que vous serez puissants ou misérables...».

Lorsque ces inspecteurs Onem, grâce à des méthodes inqualifiables et qui relèvent d'une époque qu'on croyait révolue, parviennent à exclure un cohabitant du bénéfice de l'indemnité de chômage, les récupérations peuvent parfois se monter jusqu'à 116 000 francs par an.

Comme par hasard, ce montant correspond au coût budgétaire du cadeau que vous avez l'intention de faire aux ménages, riches évidemment, qui engageront une servante. Si j'emploie ce mot plutôt que l'expression juridique que vous préférez utiliser de «travailleurs domestiques», c'est pour vous dire que je croyais que cette catégorie de travailleurs avait disparu. En fait, elle n'existe plus que chez les personnes riches, et même très riches.

On peut d'ailleurs se demander par qui sera compensé le coût budgétaire de cette mesure qui profitera essentiellement aux hauts revenus.

Si, dans la chasse aux chômeurs, le gouvernement n'en trouve pas suffisamment à exclure, le projet de loi contient d'autres possibilités qui permettent de dégager des fonds qui pourraient compenser le coût de la mesure concernant le personnel domestique.

Ainsi, je pense à la suppression du crédit d'impôt spécifique aux nouveaux prépensionnés. Par nouveau prépensionné, cette mesure devrait rapporter 40 000 francs au Trésor par rapport à la situation ancienne. Trois nouveaux statuts de prépensionné suffiront donc pour compenser le cadeau fiscal royalement accordé pour l'engagement d'un domestique.

Le projet contient encore d'autres mesures qui auront un rendement budgétaire positif pour le Trésor et qui permettront donc de transformer la mesure pour le personnel domestique en une opération blanche au plan budgétaire. Je pense ainsi aux économies nouvelles qui seront demandées aux handicapés, aux malades et aux prépensionnés, et qui ne sont rien d'autres que des impôts nouveaux, déguisés évidemment, puisqu'on déclare partout qu'il n'y a pas d'impôts nouveaux.

Pour le gouvernement, il faut absolument être certain de trouver l'argent nécessaire pour assister ces pauvres-riches, ces malheureux, qui ne trouvent plus à vil prix ou en tout cas à très bon compte, des servantes comme c'était le cas avant 1940.

Toutes ces décisions illustrent de façon remarquable, mais combien lamentable, ce que le mot «social» veut encore dire dans le sigle «Parti social-chrétien». Il est regrettable que plus aucun sénateur de ce groupe ne soit présent, mais peut-être n'avaient-ils pas le temps d'assister à ce débat!... Cela se marque aussi dans la politique de l'emploi qui est mise en place à travers cette mesure relative au personnel domestique.

Soulignons d'abord à quoi se résument les ambitions de l'équipe social-chrétienne-libérale en matière d'emploi.

Si l'on prend en compte les chômeurs complets âgés, dispensés du pointage, qui, depuis avril 1985, ne sont plus considérés comme demandeurs d'emplois, notre pays totalise aujourd'hui près de 500 000 chômeurs complets indemnisés. Si l'on ajoute à ce chiffre déjà astronomique celui des demandeurs d'emplois libres inoccupés, des travailleurs à temps réduit en vue d'échapper au chômage, des personnes engagées dans un programme de résorption du chômage, c'est près de 800 000 personnes qui sont actuellement à la recherche d'un emploi stable, soit environ 15 p.c. de la population active de notre pays.

Et qu'est-ce que le gouvernement propose, comme politique d'emploi, à ces personnes? De devenir employé de maison chez un particulier! C'est simple.

Alors qu'on vit à l'ère de la troisième révolution industrielle, qu'on entend parler de nouvelles technologies et de la nécessité de former des travailleurs hyperspécialisés, le gouvernement propose comme solution aux chômeurs, et principalement aux chômeuses, de devenir cuisinières, soubrettes, femmes de chambre, caméristes ou encore domestiques. On se croit revenu au XIX^e siècle et aux ambiances décrites dans les pièces de Labiche ou de Feydeau!

Mais, plus sérieusement, cette mesure va encore renforcer ce qu'on appelle la société duale. D'un côté, les gens qui ont la chance d'avoir un travail, une profession épanouissante qui leur fournit une rémunération substantielle; de l'autre, les personnes qui n'ont pour seul avenir que de longues périodes de chômage ou des emplois sans qualification et à très faible revenu. Est-ce cela le modèle de société que les sociaux-chrétiens préparent pour l'an 2000?

Comme on comprend mieux leurs perpétuelles capitulations devant les ukases du PRL! Que ne ferait-on comme bassesses pour conserver une parcelle de pouvoir et un portefeuille ministériel?

Cette mesure permettra-t-elle réellement de créer de l'emploi? Y croyez-vous vous-même? L'avenir nous le dira bientôt, mais je reste sceptique. Souvenez-vous du pitoyable résultat enregistré, il y a peu, quand le gouvernement a décidé de favoriser le retour des capitaux qui, toujours en vertu du même incivisme fiscal, avaient fini leur course à l'étranger!

Mais, pour en revenir aux servantes et domestiques, n'ayons pas peur des mots, relevons cette iniquité qui impose à cette catégorie sociale de travailleurs de payer cotisations sociales et impôts, alors que leurs employeurs, de par la déclaration à l'ONSS, recevront un cadeau fiscal, puisque l'obligation de payer des cotisations de sécurité sociale sera de pure théorie; il y aura exonération.

Je voudrais, toujours en insistant sur le caractère «social» des partis qui se disent chrétiens, évoquer à présent la réduction fantastique des montants alloués au Fonds des communes et aux communautés. Résultat le plus net: ce sont, sans conteste, les services des CPAS et, particulièrement, l'aide aux plus déshérités, qui seront les premiers à subir le contrecoup.

Et dire que le gouvernement a le culot de déclarer qu'il s'occupe, par priorité, des plus démunis! Culot ou ironie, on ne le saura jamais. Les services d'aides familiales, par exemple, non seulement créent des emplois, mais offrent un service particulièrement utile et bienvenu aux ménages qui ont réellement besoin d'une aide temporaire. Tel est fréquemment le cas des jeunes mères de famille, malades, ou des personnes âgées peu aisées que vous ne voulez plus pour autant voir admises dans des hôpitaux parce qu'elles y coûtent trop cher.

Décidément, il en est bien ainsi: vous vous attaquez aux plus faibles sur tous les points. Et moi qui croyais que le but suprême des chrétiens était de gagner le paradis en le méritant autrement que par des agressions contre son prochain! Qui a donc dit que Tartuffe était mort?

Votre choix, en effet, reflète tellement bien la philosophie néo-libérale à laquelle adhèrent évidemment — qui en douterait? — les partenaires libéraux, que je me dois de vous faire une dernière observation sur l'attitude incompréhensible du monde chrétien.

Un exemple illustrera mieux mon propos: un indépendant gagnant 5 millions par an, qui n'a plus d'enfant à charge et dont la chère épouse ne doit évidemment pas travailler, se verra gratifier de plus de 100 000 francs à charge de la collectivité pour engager une femme de chambre, qui, elle, ne pourra absolument pas déduire les frais de garde de ses enfants à titre de frais professionnels.

Ceux qui vont approuver pareil scandale s'affublent de l'étiquette des sociaux-chrétiens.

Je répète donc ma question à leur adresse: Est-ce pour pouvoir agir de la sorte que les électeurs les ont envoyés au Parlement? (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, ik stel u voor hier onze werkzaamheden te onderbreken.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment*).

Wij zetten deze bespreking morgen vrijdag, te 10 uur voort.

Nous poursuivrons cette discussion demain, vendredi, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 22 u. 40 m.*)

(*La séance est levée à 22 h 40 m.*)